

Rouge

**JAPON : L'envers
du miracle**
p. 10/11/12

M 1578 N° 1012 5F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale) | du 16 au 22 avril 1982

TOUS les dirigeants du PS avaient reconnu que les résultats des cantonales signifiaient un avertissement pour la majorité. Il était difficile de le nier.

La question, dès lors, est de tirer la leçon de cet avertissement. Face à la droite bien décidée à prendre sa revanche, face au CNPF mobilisé pour faire obstacle aux revendications, il est clair qu'il faut changer de politique : mettre un terme aux compromis et aux faux pas pour aller de l'avant. Ecarter les hauts fonctionnaires mis en place par Giscard et qui n'ont d'autre ambition que d'empêcher le changement, s'attaquer sérieusement au chômage par une réelle diminution du temps de travail sans compensations, tenir les promesses qui ont été faites. En un mot : montrer que le changement n'est pas une simple promesse et un thème de discours, mais une réalité qui commence à se concrétiser.

IL n'aura pas fallu longtemps pour que le gouvernement confirme sa volonté de poursuivre sur une voie qui est précisément à l'inverse de celle-là. En engageant avec Gattaz des négociations qui vont déboucher sur de nouveaux cadeaux au CNPF, en ajournant l'abrogation de la loi Peyrefitte dite, par antiphrase, « Sécurité et Liberté », le gouvernement avoue son impuissance à mener une autre politique que celle des concessions et des abandons face aux exigences de la droite et du patronat. Quels fruits en espère-t-il ?

Loin d'amadouer les forces hostiles au changement, cette politique ne peut que les renforcer dans leur volonté d'exiger toujours davantage pour préparer la chute du gouvernement. En sachant que, moins le changement se concrétise, plus les travailleurs qui ont élu la majorité PS-PC peuvent se décourager.

DANS ces conditions, les déclarations du PS consistant à déplorer l'absence de mobilisation et la division syndicale risquent fort de n'être que des mots inutiles.

Pourtant les actes sont possibles. Ils sont urgents. A la veille du 1^{er} Mai, au moment où la droite accentue son offensive, va-t-on laisser la division régner ? Va-t-on accentuer la démobilisation ? Il faut au contraire réagir et prendre les initiatives indispensables pour que ce 1^{er} Mai soit marqué par la mobilisation unitaire des travailleurs. Pour que d'importants cortèges, à l'appel de l'ensemble des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier, montrent que les travailleurs veulent le changement et qu'ils sont prêts à se donner les moyens de l'imposer.

Les directions du PS et du PCF, celles de la CGT, de la CFDT, de la FEN et de FO ont toutes les possibilités d'appeler, dans l'unité, à de telles manifestations. Il est plus que temps qu'elles le fassent.

Pour le 1^{er} Mai UNITE MOBILISATION



RENAULT :
**L'enjeu des
grèves**

p. 5

**Le financement
de la
Sécurité sociale**

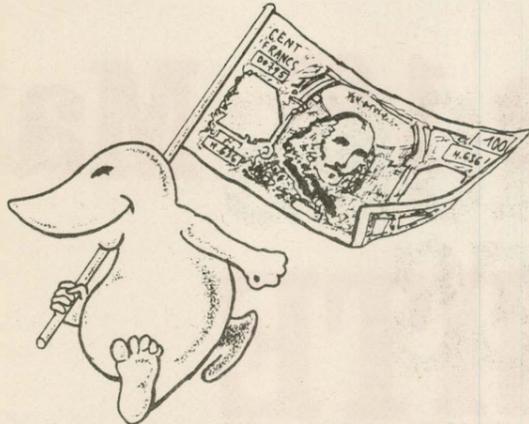
p. 8/9

**24/25 avril
à la Sorbonne**

**ETATS
GENERAUX**

**sur le travail des
femmes et les
femmes au travail**

SOUSCRIPTION : clôture le 1^{er} mai OBJECTIF : 500 000 F



A ce jour, nous sommes encore loin de l'objectif. Certes, les camarades sont sollicités de tous les côtés et la crise touche nos portefeuilles... Pourtant, la LCR a besoin de cet argent. Non pour combler des déficits comme cela nous arrivait trop souvent dans le passé, mais pour nous donner les moyens nécessaires à notre intervention aujourd'hui, un an après le 10 mai, dans une période où de plus en plus de travailleurs et de travailleuses se tournent vers nous pour chercher les solutions ouvrières à la crise !

LCR Lyon	790	Lichen et Gréco romantic	50
LCR Melun	500	Sorbonne, Patrick, JCR	
LCR Paris		appelé du contingent	52
cellule SETE, sympathisants	300	Cellule Sorbonne	148
cellule PTT 9/10	50	Geneviève, JCR Sorbonne	50
section 9/10	200	Martine, JCR Sorbonne	100
section 5/6	1000	Olivier, JCR Sorbonne	100
Paris 13, cellule CHU Pitié	810	Cellule Sorbonne	150
Paris centre, cellule Cie bancaire	540	Cellule Sorbonne	75
FD 93		Limoges, Bus et Tatit bleue	60
cellule ES	1000	Carcassonne, Jean-Luc	100
Cellule JS	550	Groupe sympathisants	
cellule Lafargue	200	Recherche Marseille	3170
LCR Sens, militants		LCR, Auxerre, militants	
et sympathisants	900	et sympathisants	200
Choisy-le-Roi, Francois	200	LCR Lorient	
LCR Montpellier		LCR Caisse d'épargne	500
Eric EN	30	CFDT, CE	50
Daniel, insti	200	CFDT, CE	100
Aurea, insti	100	Postier	100
Sophie, insti	100	LCR Lille	
Daniel de Gif	100	Dominique, Valenciennes	100
Paris, Jean-Paul le Rouge		PR	100
Pour le pouvoir aux travailleurs	150	Meeting LCR	105
Remis Librairie	100	Pour la IV ^e	200
Pierre, Paris	550	LCR Lille	200
Laval, Jean-Francois	800	Un sympathisant Alencon	300
LCR Quimper		LCR Louviers	
Hervé, ouvrier Penmarch	100	Wonder	38
Bernard, étudiant	50	Pompey	33
Gilles, étudiant	30	Pasteru	34
Postier	100	Reste	5
Travailleuse	150	Créteil 94, cellule	
Robert et Nicole	100	collectivités locale, préfecture	880
Dominique	50	Strasbourg, 30 ans, ça se fête !	
Nadia	100	Daniel, Patricia, Régine, Philippe et les autres	120
Groupe taup Impôts PNE 93	600	Mérignac, Dominique	1000
Levallois, MB	2000	Strasbourg, Francis	50
P 5/6, Sorbonne, Vincent et Philippe	200	Ernesto, Paris	50
Paris centre, finance	555	Bourg, Arnaud	50
Ville de Paris	100	Thizy, Jean-Pierre	15
Télécom/PTT CRT Anjou	500		
Rochounet	100		
Pascal	300		
Télécoms 9/10	200		
Section 9/10	220		
Sciences Po : pour Zapata quand même pour la révolution, l'amour et la vie			
		Total liste	23 010
		Ancien total	69 197,15
		Total	92 207,15

Ci joint pour soutenir financièrement le combat de la LCR.

Nom Adresse
Prénom
Profession Syndicat
LCR/sympathisant/autre parti
Mention très courte pour le journal

CHEQUES A L'ORDRE DE LA LCR (envoi à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil)

REPERES

«Pas de politique à l'usine»

Il a suffi qu'Herzog tienne une réunion du PCF dans la très symbolique banque Rotschild, pour que le débat sur la « politique à l'entreprise » rebondisse. On connaît le point de vue des patrons et de la droite : Giscard l'avait déjà développé en 1977 : « L'entreprise doit rester un lieu de travail conservant son caractère de neutralité politique. »

En fait cette position est parfaitement hypocrite : ce que veulent en réalité les patrons, c'est le monopole de la politique à l'usine pour eux, et eux seuls. Il suffit de lire la presse patronale d'entreprise pour s'en convaincre. On y trouvera des centaines d'exemples de critique de l'actuel gouvernement et d'éloges du précédent...

Que Giscard ou Gattaz défende un tel point de vue n'a finalement rien de surprenant. Par contre ce qui est étonnant c'est de voir la CFDT faire campagne contre l'extension des droits d'expression politique pour les travailleurs. Rosanvallon résume assez bien cette position dans *Libération* du 14 avril. Il se déclare opposé à la reconnaissance de la section politique d'entreprise et même très réservé sur le droit d'affichage et de réunion : « On peut se demander en quoi la distribution de tracts et de journaux à la porte des usines, comme cela se fait aujourd'hui, ne suffit pas à assurer une expression politique normale des partis auprès des travailleurs. »

Les arguments utilisés sont d'une mauvaise foi pitoyable : il y aurait le risque de transformer le parti en « sixième syndicat », celui de « donner un avantage » au RPR ; celui d'aller « vers le modèle soviétique du parti comme seul vrai représentant de l'intérêt social global ».

Mais personne ne propose que les partis négocient les conventions collectives, ni qu'un seul d'entre eux ait le droit d'avoir pignon sur rue (les travailleurs sont bien assez grands pour choisir). Quant au RPR, les patrons n'ont pas besoin d'avoir l'autorisation du gouvernement pour lui donner un appui.

F. L.

JOBERT

Mitterrand doit s'éloigner de la majorité PS-PC

M. Jobert, le ministre du Commerce extérieur, parle peu. Mais lorsqu'il le fait, il parle clairement. Témoin son interview à *Libération* du 13 avril : « L'élection de François Mitterrand a réconcilié les Français avec les institutions de la V^e République. » Pour cet ancien ministre de Pompidou, l'intérêt de ces institutions c'est de permettre au président de prendre du recul par rapport à sa majorité parlementaire : « Le président de la République incarne la continuité de la vie politique française. Le président de la République, aujourd'hui, comme Giscard d'Estaing hier ou Georges Pompidou auparavant, n'est pas prisonnier de sa majorité. Des chiffres électoraux confortables lui permettent, s'il en avait envie, de faire une autre politique avec une autre majorité... »

Jobert insiste : tout en expliquant que « pour le Mouvement des démocrates, comme pour toutes les petites formations, l'idéal est la proportionnelle la plus intégrale qui soit », il déclare : « Si le système à deux tours préserve pour le président de la République la possibilité de s'éloigner d'une majorité pour en trouver une autre qui soit quelque peu différente, je ne vois pas l'intérêt de changer le mode de scrutin... »

Jobert va même plus loin, il conseille à Mitterrand de « susciter une autre majorité et il peut la constituer à l'occasion d'élections cantonales, municipales, législatives, voire en provoquant ces élections... ». N'est-ce pas les partis de droite qui parlaient jusqu'à présent d'élections anticipées après les municipales ? Décidément, si Jobert fait semblant d'être ailleurs, il sait où il

va. Au moment où le PS demande que le Parlement contrôle mieux le gouvernement, Jobert souhaite que le président prenne du champ par rapport à la majorité PS-PC, et même cherche à constituer une autre majorité. Avec la droite, ou une partie d'entre elle s'entend ; car on voit mal comment cela pourrait se faire autrement !

POINT DE MIRE

Les investissements toujours en baisse

La reprise a tendance à faire du surplace, titre les *Echos* ; pour le *Figaro* : « L'investissement toujours en panne. » Quant à l'*Humanité* elle explique : « L'industrie malade de la gestion patronale. »

L'INSEE vient de publier une enquête auprès de 3 000 entreprises industrielles qui sont représentatives puisqu'à elles seules elles représentent presque 30 % de l'investissement productif. Les nouvelles entreprises nationalisées sont comprises dans cette enquête. Les résultats sont éloquentes. La baisse de l'investissement en volume, prévue pour 1982, est de 7 %. En 1981, cette baisse était de 10 %.

« Qui est surtout concerné ? demande le *Figaro*. D'abord les secteurs de biens de consommation et de biens intermédiaires. Cela est particulièrement grave puisque les biens intermédiaires se situent à la jonction de la consommation et de la grande industrie. Ainsi, lorsque les biens intermédiaires font preuve de faiblesses, on peut en déduire que c'est l'ensemble de l'économie qui ne va pas bien. De même, le secteur des biens d'équipement investira moins cet-

RPR

Un proche de Chaban inculpé de complicité de meurtre...

Bordeaux : Jacky Eichers tué de deux balles de 22 long rifle et retrouvé emballé dans un sac en plastique par un pêcheur qui plongeait sa ligne dans la Garonne. Le meurtrier présumé : Roger Ambeau. L'histoire s'arrêterait là si ces deux personnes n'étaient pas des « gros bras » habitués à accorder leurs services au RPR. Si, de plus, le meurtrier n'avait pas eu lieu dans une ancienne permanence électorale d'un candidat RPR : François Korber.

Mais là où tout s'amplifie, c'est que cet ancien candidat est incarcéré à Périgueux après qu'il aie reconnu avoir assisté au meurtre. François Korber, ce n'est pas n'importe qui. « Jeune loup du RPR » plusieurs fois candidat malheureux sur la rive droite en plein fief socialiste. Comme l'explique *Libération* : « A Bordeaux, pour entrer dans l'équipe Chaban, il n'est pas rare qu'il faille faire ses classes sur la rive droite. Korber estimait avoir suffisamment payé de sa personne pour qu'on lui offre enfin une circonscription gagnante... Mais il n'en est rien et Korber doit quitter l'avant-scène politique, d'autant que ses affaires privées ont capoté. Aujourd'hui, le RPR se flatte de cette mise au placard mais en réalité Korber n'a jamais quitté le RPR. » Il a même été chargé de plusieurs « missions » par Chaban et pressenti pour devenir le secrétaire fédéral de la Gironde.

Mais les affaires financières vont toujours mal pour lui. Et l'on parle d'un transfert clandestin de plusieurs millions de francs vers le Luxembourg. Une hypothèse parmi d'autres qui pourrait expliquer le crime, d'après le premier substitut. L'ami de Chaban est dans de sales draps !

Abonnement

Nom
Prénom
Adresse
Formule choisie

	Normal	Collec.	Etranger
1 an	230 FF	190 FF	320 FF
6 mois	120 FF	110 FF	170 FF
3 mois	65 FF		090 FF

Règlement à l'ordre de :
PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil. (tél. : 859.00.80)

Rouge

- Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél. : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél. : 859 00 80 (lignes groupées)

Le CNPF demande «une pause» et l'allègement des charges patronales

PAS DE CONCESSIONS AUX CAPITALISTES

CEYRAC, l'ancien patron des patrons, dès après l'élection de Mitterrand, s'était mis à élever la voix, avait prédit un nouveau « Juin 36 » et « des catastrophes » pour la France. Le CNPF montait alors en première ligne, apparaissait comme la principale force d'opposition au nouveau régime. Le « syndicat » des patrons se transformait ouvertement en parti politique de la bourgeoisie. Il faut dire, qu'alors, les partis traditionnels de droite étaient encore sous le coup de la défaite électorale de l'élection présidentielle et des législatives et se retrouvaient dans l'impuissance totale.

Ceyrac a pris sa retraite et Gattaz est devenu le nouveau président du CNPF. La presse, et même une certaine presse de gauche, l'a présenté comme un homme « de dialogue », « d'ouverture ». Le ministre du Travail, J. Auroux, a même présenté son élection comme un « événement historique ». C'était ne pas se rendre compte que, sur le fond, l'enveloppe changeait, pour faire passer les mêmes objectifs.

Un simple changement de tactique. Aux coups de gueule directs, aux prises de positions politiques ouvertes, le grand patronat s'est mis à préférer une politique de pression permanente sur le gouvernement. Ceyrac agitait l'épouvantail de 1936, Gattaz, lui, se contente de demander « une pause » et un « allègement » des charges des entreprises au nom de « l'intérêt national ». Ce n'est pas par hasard. N'est-ce pas Delors qui, le premier, a parlé de « pause » et qui a déclaré qu'il ne fallait plus augmenter les charges des patrons ! Bref, pendant que Chirac et les autres reprennent du poil de la bête et montent à l'attaque frontale contre le gouvernement, Gattaz, lui, joue au « syndicaliste », au « partenaire social ». Et il aligne les chiffres pour prouver que les charges des entreprises deviennent insupportables.

Il oublie, bien sûr, de dire que depuis son existence le gouvernement Mauroy a augmenté de 50 % son aide au patronat. 75 milliards d'aides directes sont prévues pour les entreprises dans le budget 1982 (si l'on tient compte des aides indirectes, on arrive au total de 175 milliards !). Il oublie l'argent qu'il doit à la Sécurité sociale (voir pages 8 et 9) ou tout simplement manipule les chiffres.

Et que fait le gouvernement pour répondre à cette véritable campagne ? Rien ! Ou plutôt pire.



Gattaz, Boissonnat et Delors au forum de l'« Expansion » le 7/01/1982 à Paris.

Alors qu'il est possible de montrer que le CNPF truque les chiffres, alors qu'il serait possible de mener la contre-offensive pour, en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs, exiger que les patrons ouvrent leurs livres de compte, que les profits soient rendus publics, le gouvernement se tait. Ou bien discute d'expert à expert. Gattaz annonce que les charges des entreprises vont être de 80 milliards ; Delors, l'air docte, répond : « Non, simplement 40 milliards. » Bref, le gouvernement joue le jeu du dialogue avec « un partenaire social ». Comme si c'était les voix des patrons qui avaient envoyé Mitterrand au pouvoir !

Reculades sur reculades

Ce petit jeu a déjà montré ses résultats : reculades sur reculades. L'impôt sur le revenu, pourtant bien faible, à peine annoncé, le patronat monte aux lustrés : le gouvernement fait marche arrière et, au dire même de Gattaz, cet impôt ne rapportera que... 1 milliard à l'Etat ! Le déficit de la Sécurité sociale : le gouvernement oublie les dettes des patrons et... augmente de 1 % la cotisation des salarié(s). Cette fois, d'après les informations actuelles, c'est 7 milliards que Mauroy s'approprie à accorder sur la taxe professionnelle (taxe qui représente 50 % des recettes directes des communes et départements).

Et pour combler ce trou dans les recettes, « faute de pouvoir serrer d'avantage du côté de l'impôt sur le revenu, comme l'explique cyniquement le quotidien patronal *les Echos*, il va fal-

loir se rabattre sur la TVA payée par les consommateurs ». Impôt indirect des plus injustes qui touche indistinctement petits et gros revenus. Il est inévitable que les effets de cette augmentation de la TVA « s'intègrent vite dans les prix ». Ce sera donc les consommateurs qui paieront ; c'est-à-dire en premier les salariés... Car il n'y a pas de miracle : si l'on ne prend pas l'argent aux patrons et aux riches, il faut le prendre ailleurs !

L'illusoire est de croire gagner la confiance des patrons par cette politique. Le CNPF est certes décidé à tout faire pour retirer le maximum de concessions de Mitterrand-Mauroy, mais il ne les considérera jamais comme « son gouvernement », comme il l'a fait avec Giscard et Barre. Cela pour une raison simple : ce sont les travailleurs et non les patrons qui ont élu Mitterrand et la majorité PS-PC. Au-delà de la défense de ses intérêts immédiats, la politique du CNPF a pour objectif de « déstabiliser » économiquement le nouveau gouvernement pour ouvrir la voie à la revanche des partis de droite.

Il est illusoire de croire qu'une aide importante se traduira par une relance massive des investissements et de l'économie, en 1981 les investissements ont baissé de 10 % et baisseront de 7 % en 1982. Car cette relance dépend de bien d'autres coordonnées : confiance politique ou pas, niveau de développement de la crise internationale.

Si le gouvernement veut promouvoir une relance de l'économie au service des travailleurs et non pas des profits, il dispose d'autres moyens. Le contrôle du système bancaire peut lui permettre de centraliser et d'impulser une politique d'in-

vestissement, d'appui à certains secteurs en fonction de priorités établies d'après les besoins de la population et

non des profits. Mais pour ce faire, il faudrait unifier l'ensemble des banques nationalisées dans une banque unique. Les nationalisations pourraient lui permettre de développer une « politique industrielle » au service des travailleurs. Mais pour ce faire, il faudrait centraliser réellement ces grosses entreprises nationalisées par branche d'activité sous le contrôle d'un plan. Et non pas laisser « l'autonomie de gestion » à des P-DG qui se comportent comme des patrons du CNPF et qui, suivant les conseils même de Dreyfus, ministre de l'Industrie, doivent adapter leurs entreprises aux lois de la concurrence capitaliste. « Le réalisme économique », il est dans un telle politique et non dans les reculs en série qui ne font que remplir les poches des patrons sans garantir pour autant « une relance ».

Antoine Artous

LES CHIFFRES DU CNPF ET LA REALITE

● COÛTS SALARIAUX

Le CNPF prétend que les coûts salariaux « sont plus élevés que chez nos partenaires ». *L'Humanité* du 9 avril cite plusieurs études, dont celle de la troisième banque de RFA, qui prouvent le contraire :

— sur la base de l'indice 100 pour la France, « le classement des principaux pays industriels selon le coût horaire dans l'industrie de transformation est le suivant : Suède 149, USA 139, Belgique 135, RFA 131, Pays-Bas 122, Italie 106, France 100, Japon 91, Grande-Bretagne 88, Espagne 73 » ;

— ce n'est pas en diminuant les charges que l'on devient automatiquement compétitif. « En fait à une main-d'œuvre peu coûteuse correspond une faible productivité et inversement... Si le coût salarial horaire est de 30 % en plus en RFA qu'en France, si l'on tient compte de la productivité, le coût salarial par unité produite n'est que de 10 % supérieur en Allemagne qu'en France ».

● CHARGES

Une étude de l'OCDE sur les prélèvements payés par les patrons (cotisation + impôt) montre que la France arrive au huitième rang mondial. « Le poids de ces charges rapporté au nombre d'habitants pour chaque pays est plus lourd en RFA de 6 %, de 14 % en Belgique, de 19 % au Luxembourg... »

● PROFITS ET INVESTISSEMENTS

En 1980, les entreprises privées « ont amassé 382 milliards de profits bruts. Elles en ont investi 230, soit 60 % seulement. Les petits patrons ont réalisé 120 milliards de profit et n'en ont investi que 60, soit 50 % seulement ». Des études de l'INSEE ont fait la preuve que les profits non réinvestis dans l'industrie sont « plus élevés de 86 % chez nous qu'en RFA ». Deux fois plus forte qu'en Italie, cinq fois plus qu'en Grande-Bretagne ou en Belgique.

● IMPOTS

En 1974, l'impôt sur les sociétés représentait 13,7 % des recettes fiscales de l'Etat. Pour 1982 la proportion serait ramenée à 8,7 %. Mais depuis 25 ans l'impôt sur le revenu et la TVA augmentent sans cesse.

● PROFITS ET PARASITISME

En 1980 « patrons et gros rentiers ont ponctionné 79 milliards sur la production sous forme de dividendes ». Les banques, elles, 150 milliards sous forme d'intérêts. Leurs profits étaient de 16,3 milliards en 1980 et atteindront 35 milliards en 1981...

Pour un 1^{er} Mai d'unité dans la rue contre le CNPF et la droite



1^{er} Mai 1980, la marche pour l'unité face à la division syndicale

LE 1^{er} Mai est-il dans l'esprit des dirigeants syndicaux la date qui commémore le début de la division syndicale chaque année ?

C'est le sentiment qu'on peut avoir devant tant de persistance dans la guérilla intersyndicale. Qu'importent à Krasucki ou à Maire l'offensive de la droite et l'arrogance du CNPF ? Krasucki répète depuis un an que « *ça va dans le bon sens* », Maire va toujours prêchant plus de rigueur et d'austérité dans la conduite des affaires.

L'un soutient inconditionnellement le gouvernement, l'autre veut le mener plus vite vers le compromis historique à la française. De toute façon, ils sont d'accord pour y aller séparément. Krasucki dit « recentrage », Maire répond « Pologne », et la division bat son plein. Le tout dans un climat de défiance à l'égard de l'organisation syndicale, quelle qu'elle soit.

A ce jeu, nos brillants chefs d'état-major perdent leurs troupes. Et ces troupes, ils ne les perdent pas au combat contre le patronat ou la droite. Ils les perdent en luttes intestines. Ils n'ont pas trouvé le temps de consulter

les travailleurs, ni sur leurs revendications ni sur leur opinion sur la géguerre syndicale, depuis le 10 mai.

Conscients de tout ça, le gouvernement (côté PS) et la direction du Parti socialiste se répandent en recommandations unitaires. Non pas qu'ils veuillent par là pousser les confédérations à mobiliser. Mais ils voient arriver le jour des grands conflits sociaux, qui surprendront une CGT et une CFDT affaiblies, incapables de chevaucher le mouvement. Et puis, comment entamer la bataille du consensus social sans courroies syndicales puissantes ?

Le PC, lui, va consacrer une bonne partie de son prochain comité central à la question syndicale. La CGT perd des plumes aux élections professionnelles, en adhérents. Cela, pour la santé déficiente du parti, c'est une maladie de trop. Des docteurs vont se pencher sur le virus « division » qui en est au stade de l'épidémie, de la grande peste même.

Pourtant, le PS pourra appeler de ses vœux l'unité, le PC pourra réfléchir sur sa capacité à mobiliser les rangs cégétistes, le pro-

blème reste entier. Après les cantonales, il ne suffit pas de consulter les organisations (CNPF compris), comme le fait Mauroy. Le PC et le PS, les confédérations syndicales, CGT, CFDT, FO et FEN doivent organiser la mobilisation unitaire contre la droite, contre la résistance du CNPF. Le 1^{er} Mai est l'occasion à ne pas manquer.

Après la giflée des cantonales, ce serait un aveu terrible d'impuissance que de voir le mouvement ouvrier paralysé et divisé ce 1^{er} Mai. Ce serait la preuve de son incapacité à faire face à l'offensive de la droite qui ne se dément pas. Le 1^{er} Mai doit voir dans la rue un cortège de l'unité ouvrière, pour les revendications, pour le changement, contre la droite et le CNPF.

Préparer cette échéance dans cet esprit, c'est préparer la contre-offensive ouvrière. Et que l'on ne vienne pas nous dire que les divergences empêchent l'unité. Qui peut croire qu'il est impossible de faire un même cortège, même si chacun défile avec ses drapeaux et ses banderoles ?

Le 1^{er} Mai, c'est dans moins de quinze jours. Aux unitaires d'en faire une bataille immédiate.

Jean Lantier

NEYRPIC - GRENOBLE

UNE GREVE MASSIVE ET UNITAIRE

A Neyrpic, le patron veut remettre en cause les avantages acquis. Fin mars, après de longues négociations sur la durée du travail, il a donné sa position finale : application à la lettre de l'ordonnance et de l'accord de la métallurgie, perte de l'acquis de jours de congés d'ancienneté.

Le 7 avril, à l'appel commun de la CGT et de la CFDT, les travailleurs ont réagi en votant trois jours de grève en assemblée générale : par 950 voix pour et seulement 27 contre. C'est énorme, compte tenu que de nombreux

travailleurs sont en déplacement, en congés, etc.

Aussitôt, des piquets massifs sont installés aux entrées. Le patron refuse de discuter tant que le travail n'aura pas repris. Il manœuvre en proposant de ne conserver les acquis qu'aux seuls travailleurs en place. Trois jours avant le week-end, cette attitude allait-elle avoir raison de la combativité ?

Absolument pas. Le mardi 13 avril se tient une nouvelle assemblée générale intersyndicale : même participation, même détermination. La grève est recon-

duite dans les mêmes formes.

De son côté, la direction fait tout pour casser la lutte : elle réunit 450 non-grévistes à qui elle fait parapher un texte antigrevé. Elle fait constater l'entrave à la « liberté du travail » par un huissier. A ce titre, les délégués sont cités le mercredi par le juge des référés. Mais la grève se poursuit, unifiant ouvriers, employés et techniciens. Sanctionné deux fois par des votes massifs, en assemblée générale, son caractère unitaire, large et massif est reconnu dans la presse locale. Ces votes sont un encouragement et un gage pour que la grève unitaire reste le souci des organisations syndicales.

La conduite de la grève dans la démocratie ouvrière et par l'association concrète des travailleurs au piquet, aux négociations, à la popularisation est le meilleur moyen pour faire face aux manœuvres d'intimidation et à l'organisation des non-grévistes par le patron. Cette grève, c'est aussi celle qu'ont menée les autres entreprises locales depuis deux mois (Merlin-Gérin, Caterpillar, Eurotungstène, EFCIS, la Dauphinoise, etc.) contre le ratisage des acquis.

Soutenir et rejoindre Neyrpic

en grève est décisif pour une issue victorieuse de la grève. Victoire qui permettra non seulement de garder les acquis, mais aussi d'arracher dans la foulée une réelle réduction de la durée du travail (trente-cinq heures) et l'augmentation du pouvoir d'achat.

A l'heure où le patronat profite des largesses gouvernementales pour voler leurs acquis aux travailleurs, pendant que ceux-ci se baissent pour ramasser les miettes du changement, ceux de Neyrpic sont debout et ont engagé la partie de pied ferme.

L'intersyndicale — qui a reçu le correspondant de *Rouge* — l'a précisé : « *La grève n'est pas contre le gouvernement, mais contre le patronat.* » Certes, mais ne faut-il pas exiger que le gouvernement issu du 10 mai soit aux côtés des travailleurs en lutte plutôt que de tenter en vain de ménager la chèvre et le chou ? N'est-ce pas aussi ce qu'indique le résultat des cantonales ?

En tout cas, à Neyrpic, c'est de l'unité ouvrière et syndicale, c'est du soutien des autres entreprises rejoignant Neyrpic en lutte, c'est de la poursuite de la lutte dans la démocratie avec le

soutien actif des UD CGT et CFDT menant campagne ensemble que dépend l'issue de la grève.

Le 14 avril 1982
Correspondant

QU'EST-CE QUE NEYRPIC ?

Neyrpic est une vieille entreprise de Grenoble qui compte 2 000 salariés (800 ouvriers, 860 employés, techniciens, dessinateurs, agents de maîtrise, 340 cadres). Cette entreprise de construction métallique, qui fabrique des turbines, est une filiale de Creusot-Loire à 65 % (Alsthom-Atlantique en détient 35 %). La CGT y est majoritaire.

L'entreprise a connu de nombreuses luttes :

- pendant la guerre d'Algérie, lutte aux côtés des rappelés ;
- 1962, grève contre la restructuration (deux ans de conflit) ;
- 1972, cinq semaines de grève appuyée par un puissant mouvement de soutien local ;
- 1981, grève aboutissant à la réduction d'une heure de la durée du travail.

MEETING - DEBAT - LCR

BANQUES et ASSURANCES

Mercredi 21 avril 19h

Salle de l'AGECA 177, rue de Charonne, Paris XI^e

LES GREVES A RENAULT



Cortège à l'intérieur de Renault Flins le 14/4/1982

LES grèves de Renault-Flins ne sont pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elles s'inscrivent dans une longue accumulation de conflits catégoriels, de luttes partielles qui ont couvé depuis septembre 1981.

Ce sont les travailleurs de Renault-Le Mans qui donnèrent le coup d'envoi en septembre 1981, en décidant, dans l'unité CGT-CFDT, un mouvement de grève pour exiger l'augmentation des salaires rattrapant l'augmentation du coût de la vie. Indiquant le caractère de ces luttes après le 10 mai, ils écrivent une lettre à Pierre Mauroy, responsable de Renault nationalisé, pour avoir satisfaction.

En septembre 1981, ce sont les OS de la sellerie de Sandouville qui engageaient la lutte pour une réduction de la vitesse des chaînes, contre l'augmentation des cadences. Leur grève, rejointe par d'autres secteurs de l'usine, allait durer plus de huit semaines.

Les OS du département 74 de Billancourt, après des grèves en mécanique et aux presses, partent en grève pour obtenir le coefficient 180. Ils portaient sur la scène publique la question du statut, des conditions de travail des OS.

Des journées d'action syndicale, convoquées dans l'unité syndicale, de solidarité avec les OS du 74 allaient mobiliser les travailleurs de Billancourt, Sandouville, Flins, Le Mans et Douai!

L'usine de Douai allait être aussi paralysée en janvier 1982 par la grève des travailleurs qui rejetaient les attaques de la direction mettant en cause, sous couvert de réduction du temps de travail, une série d'acquis en matière de conditions de travail et de salaires.

Enfin, le mouvement des caristes de Flins pour le maxi 185 allait succéder à une mobilisation des caristes de Cléon et Sandouville sur la même revendication.

Toutes ces luttes se sont caractérisées par leur forte massivité, par leur durée, en particulier



Assemblée générale le 14/4/1982 à Renault Flins

à Sandouville et au 74 à Billancourt, par leurs revendications : contre l'aggravation des conditions de travail, l'augmentation des cadences et de la charge de travail. Pour obtenir des coefficients supérieurs : le 185 maxi pour les caristes, le 180 pour les OS. Tout cela signifiait un « ras-le-bol » et le « refus de continuer comme avant ». Toutes ces luttes ont combattu l'obstacle de la direction de la Régie Renault, contre une direction mise en place par Giscard, qui refusa les revendications des travailleurs, qui envoient ses cadres contre les grévistes, bref qui s'oppose frontalement au changement.

Et c'est la contradiction entre d'un côté le 10 mai, le caractère nationalisé de Renault, l'aspiration au changement, et cette attitude de la direction qui provoque l'exigence de chasser les responsables giscardiens, et qui, à chaque conflit, pose la question suivante : qui est responsable ? qui dirige ? la direction ou ceux qui ont la majorité dans le pays, le PS et le PC ? Jusqu'à ce jour, c'est la direction mise en place par Giscard qui a dirigé, et cela avec la couverture, voire le soutien, du gouvernement Mauroy.

C'est cette contradiction qui est à la base d'un malaise, d'une situation latente de crise et d'explosion à la Régie Renault. Mais, c'est aussi cette situation, le sentiment d'un rapport de forces

favorable dans le pays alors que la direction s'oppose frontalement au changement, qui explique les leçons tirées par les travailleurs de chaque conflit. Au-delà des résultats obtenus en sellerie à Sandouville, au 74 à Billancourt, chez les caristes de Flins, ces luttes ne sont pas jugées comme des défaites et des reculs, mais dans le meilleur des cas comme des victoires — celle des caristes à Flins — ou comme des premières batailles qui en appelleront d'autres.

C'est cette situation qui a explosé à Flins. Le jour même où les caristes rentraient après avoir gagné, c'étaient les OS qui partaient en disant « à notre tour. Ils ont gagné. C'est à nous d'y aller ».

Si des militants politiques et syndicaux interviennent de longue date pour mobiliser les OS, c'est une grève qui est partie spontanément des chaînes, sans appel des syndicats. C'est le « ras-le-bol », le sentiment après le recul de la direction face aux caristes qu'il était possible d'arracher des succès, qui sont à l'origine de la grève de Flins. Comme à Billancourt à l'automne dernier, il a suffi d'un premier recul sectoriel de la direction pour qu'éclate la volonté ouvrière de changer vraiment, de voir triompher ses revendications contre une direction qui poursuit la même politique patronale qu'avant le 10 mai.

Tout continue comme avant...

LE jeudi 8 avril, Pierre Mauroy, Dreyfus et Auroux se rendent au siège social de la Régie Renault pour signer avec le P-D G un contrat de solidarité rédigé aux conditions de celui-ci. Pas un seul nouvel emploi créé, des départs favorisant les plans de restructuration de la direction. C'est, paraît-il, le plus important contrat de solidarité signé jusqu'à présent ; c'est aussi celui qui a été critiqué par tous les syndicats de Renault.

Le même jour, dans l'usine de Flins, après le succès de la grève des caristes, c'était au tour des ouvriers de la sellerie et de la mécanique de partir en grève sur les mêmes revendications que ceux de Billancourt à l'automne : le 180 pour tous (1). Le lendemain, 1^{er} avril, la direction de la Régie décrétait le lock-out à Flins, comme sous Giscard.

Depuis des décennies, Renault occupe une place particulière dans l'histoire des luttes ouvrières. En se rendant à Renault, le Premier ministre voulait profiter de cette réputation pour redorer quelque peu son image sociale. Il n'a pas pourtant pris trop de risques, évitant soigneusement la rencontre avec les ouvriers et se contentant de se rendre dans les bureaux de la direction générale.

Mais les faits sont têtus. Le P-D G qui accueillit Mauroy aux portes de son entreprise s'est retrouvé n° 1 après avoir été le n° 2 d'un P-D G au service de Giscard. C'est le représentant d'une direction patronale qui cotise encore au CNPF. Le gouvernement apporta sa caution à cette direction dont le nouveau préposé aux Affaires sociales a été pendant des années le directeur de l'usine de Flins. Et, fort de cette caution, ce même état-major s'empresse de décréter le lock-out contre les ouvriers de Flins.

Alors que c'est le gouvernement qui est le véritable patron de la Régie, tout continue comme avant : la volonté de changement, de voir enfin aboutir les revendications se heurte à la même politique patronale. Ni le PS, ni le PC, ni les syndicats ne cherchent à dénouer cette situation en exigeant que la direction de la Régie se soumette ou soit démise.

Au contraire, en signant l'accord entérinant une individualisation, à la tête du client, de la promotion des OS, tous les syndicats ont contribué à créer des illusions sur la prétendue ouverture sociale de la direction de la Régie. Les caristes de Flins, en gagnant le 185 maxi pour tous, ont ouvert une brèche dans cet accord. Les OS, en revendiquant le 180 pour tous, font de même.

La solution à la satisfaction des revendications ouvrières ne passe pas par la négociation laborieuse de compromis laissant aux patrons tout le pouvoir pour décider. Voilà pourquoi, après celle des caristes, la lutte des OS de Flins par sa revendication du 180 tout de suite dépasse l'enjeu d'une simple lutte catégorielle et met en cause tout le projet de la direction patronale de la Régie.

J.C. Bernard

(1) Les OS sont au coefficient 170 ou 175 en moyenne. Revendiquer le 180 revient à demander de passer ouvrier professionnel P1.

Le lock-out à Flins est levé, mais les revendications ne sont toujours pas satisfaites

De notre correspondant

LE jour même où les caristes remportaient une victoire, c'étaient les OS qui partaient en lutte. La réponse de la direction ne se fit pas attendre : comme sous Giscard, le lock-out !

Depuis le mardi 13 avril, l'usine de Flins s'est un peu plus enfoncée dans la paralysie. Manifestation dans l'entreprise, débrayages sur les chaînes, mobilisations des OP se sont manifestés toute la journée. Malgré le lock-out, c'est plusieurs centaines de travailleurs qui ont participé à ces actions.

Si, aujourd'hui, la direction lève ce lock-out, c'est bien sûr parce que, dans l'après-10 mai, la fermeture totale de l'usine impliquait une épreuve de force nationale que la direction veut éviter. Mais c'est aussi parce que la division syndicale et ses conséquences sur l'organisation de la mobilisation permettent ses manœuvres couvertes par le gouvernement Mauroy.

Aujourd'hui, la direction n'a cédé sur aucune revendication, en particulier le P1 180. Mais elle fait miroiter des négociations à condition « que la situation de l'usine revienne à la normale ». La seule réponse,

c'est la poursuite de la grève jusqu'à satisfaction ; partout les OS et les OP doivent mettre en avant leurs revendications pour le « maxi » dans chaque catégorie et pour l'augmentation des salaires. C'est, face à la division entre la CGT et la CFDT qui fait rage, la réalisation de l'unité syndicale.

La combativité ouvrière s'est largement manifestée avec vigueur à Flins, aussi bien à l'occasion de la grève des caristes que de la lutte des OS de la mécanique et de la sellerie. Mais la grande presse a préféré mettre l'accent sur la division et les atteroiements des directions syndicales que sur cette combativité.

Le 10 mai et le 21 juin, les travailleurs n'ont pas chassé Giscard pour avoir un lock-out et une direction de la Régie qui bafoue leurs droits et revendications et qui est « couverte » par le gouvernement Mauroy. La seule riposte, c'est la mobilisation pour imposer l'unité et les revendications. C'est par des assemblées, des réunions de chaîne, par l'élection de délégués de chaîne se coordonnant par atelier sur toute l'usine Renault que les travailleurs pourront imposer cette voie.

Le mercredi 14 avril

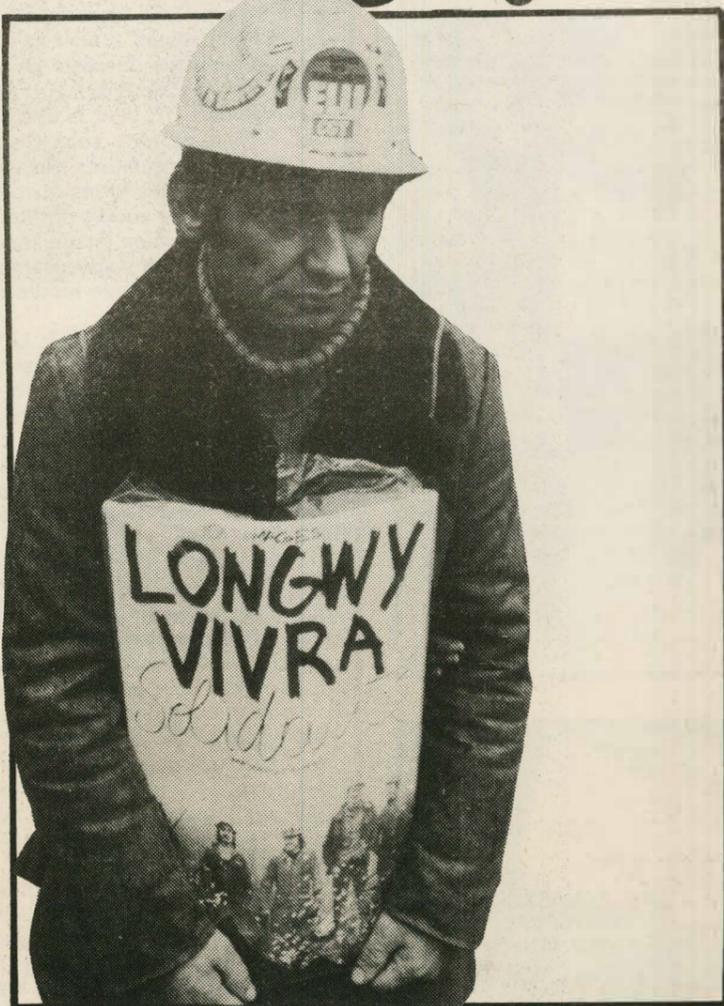
Offensive de normalisation à Longwy

Il y a des pratiques qui empoisonnent la vie démocratique de notre organisation », écrivait un dirigeant CGT d'Usinor-Longwy le 12 février dernier dans une lettre adressée à tous les militants CGT. Ainsi, après avoir fait le dos rond devant les syndicats et militants qui avaient désapprouvé publiquement la position de la confédération sur la Pologne, la direction de la CGT locale a visiblement décidé la contre-offensive. Celle-ci prend la forme de la mise en accusation d'un militant, Jean-Claude Brulé.

Il est accusé pêle-mêle d'être « systématiquement en désaccord », sur les problèmes de l'unité d'action avec la CFDT, mais aussi de « participer activement à une coordination dite CGT à la faveur des événements de Pologne ». Bref, « il utilise des méthodes de caractère fractionnel », écrit le dirigeant CGT qui en conclut, dans le meilleur style du procès politique, que « tous les militants de la CGT doivent réfléchir sur le comportement de ce camarade... d'Usinor-Longwy ».

222 ou un seul ?

Ce texte correspondait à un calcul : essayer d'isoler un militant CGT opposé depuis très longtemps à la fraction du PCF. Car Brulé était déjà un militant CGT actif à la fin des années 1960 tout en étant membre du PSU ; il participa ensuite aux « Assises du socialisme » et resta quelques années militant du PS avant de s'en retirer en expliquant publiquement ses désaccords politiques. Toujours délé-



gué et militant actif, il eut souvent l'occasion de se heurter avec les militants en accord avec les lignes successives du PCF : longue grève de la tôlerie, en 1974, menée unitairement avec la CFDT à un moment où la direction du PCF souhaitait une « trêve électorale » à cause de l'élection présidentielle qui suivait la mort de Pompidou... jusqu'à la campagne d'Union dans les luttes, en passant par les mobilisations de 1979 et Radio Lorraine Cœur-d'acier ! Faire jouer le réflexe du « bouc émissaire » a donc semblé très malin à ceux qui voulaient une CGT solidaire de Jaruzelski après avoir voulu une « radio CGT » soumise aux ordres.

La réponse ne s'est pas fait attendre, cependant : les militants CGT qui avaient participé aux réunions locales contre l'intervention militaire en Pologne se regroupèrent, y compris ceux d'entre eux qui sont membres du PCF : « Dans ces conditions, il y a 222 militants et syndiqués CGT fractionnels dans le bassin de Longwy », répondaient-ils.

Contre la position confédérale sur la Pologne, ce sont en effet plusieurs syndicats qui avaient manifesté leur désaccord (huit sur les trente que compte la CGT du bassin de Longwy) et à Usinor même, — sans être majoritaires au niveau des commissions exécutives —, les militants actifs pour la solidarité avec Solidarnosc ont été nombreux, signant individuellement et faisant signer un texte de pétition aux adhérents de la CGT.

Malgré les réactions, la direction de l'union locale CGT, mise en place après la « démission » de l'équipe liée à Radio Lorraine Cœur-d'acier, poursuivit la tactique du bouc émissaire. Ils firent le forcing pour imposer que la commission exécutive du syndicat d'Usinor-Mont-Saint-Martin (l'un des quatre d'Usinor à Longwy) ne présente pas Jean-Claude Brulé sur les listes de délégués du personnel. Parallèlement, le secrétaire général du même syndicat, pourtant signataire de la pétition sur la Pologne, était proposé en tête de liste ; de même au Train-fil, ou à Usinor-Rehon où un mandat de délégué syndical était à nouveau donné à Marcel Donati, qui avait pourtant pris la parole au nom de la CGT à la manifestation de solidarité avec Solidarnosc impulsée par la CFDT...

On peut d'ores et déjà dire que la manœuvre de division essayée par la direction CGT locale a fait long feu. Les militants CGT d'Usinor-Longwy ont publié un texte, en tant que délégués du personnel et responsables (voir ci-contre), et plusieurs pétitions circulent dans les services et chantiers pour protester contre les décisions prises par « la direction » de la CGT. Une chose est sûre : tout en assurant leurs responsabilités au sein de leurs syndicats les militants de Longwy opposés à l'orientation de la direction confédérale ne laisseront pas faire « la normalisation ».

Pierre Rème

LE DEBAT VIENT DE LOIN

POUR comprendre l'importance du débat qui secoue des centaines de militantes et militants ouvriers de Longwy, il suffit de se souvenir de ces quatre dernières années.

Après l'éclatement de l'Union de la gauche et la victoire de la droite en mars 1978, c'est le plan de suppressions d'emplois qui tombe sur la tête des sidérurgistes et de toute la région qui dépend de cette industrie. Leur volonté d'en découdre, de faire reculer Giscard, on s'en souvient : la CFDT mettait en avant des formes d'action dures qui désignaient nettement la responsabilité du pouvoir politique ; la CGT les reprit à son compte pour l'essentiel. Mais la direction de la fédération métaux CGT, comme la direction du PCF, s'opposa à la proposition de la CFDT locale, c'est-à-dire aux assemblées générales unitaires par chantier et atelier, qui pouvaient ancrer profondément une intersyndicale coordonnant la lutte sur toute l'agglomération.

De la même façon, au niveau national, la direction de la fédération métaux CFDT, comme celle de la CGT faisaient tout pour éviter une mobilisation coordonnée entre Fos, Dunkerque, Denain, Longwy, etc. Quant au PS et au PC, chacun essayait de se faire de la publicité sans à aucun moment chercher à s'appuyer sur les luttes pour mettre en cause les projets gouvernementaux. Comme disait Barre : « Il soufflait un esprit de Mai 1968 mais il a été possible de le désamorcer en accordant les concessions de la convention sociale. »

● Ces questions, qui se posaient partout, furent d'autant plus à vif à Longwy. En effet, dans cette région où le PCF faisait des scores de 70 % ou 80 %, la direction de la CGT décida, pour laisser le moins de terrain possible à la CFDT (qui avait sa radio libre « SOS-Emploi »), de créer, avec de très gros moyens matériels, Radio Lorraine Cœur-d'Acier. Les militants locaux en firent un lieu d'expression très libre, développant le goût pour la démocratie directe. Elle finit par apparaître, aux yeux des dirigeants les plus bureaucratisés, comme contradictoire avec la volonté d'affirmer « la seule CGT » et le PCF. A l'opposé, d'autres militants et responsables CGT, — dont le secrétaire de l'union locale Michel Olmi — étaient favorables à cette radio ouverte, « dans l'esprit du 40^e Congrès ».

« Non à la radio pour la radio », décida donc la confédération qui arrêta tout malgré l'avis des militants locaux, qui, eux, voulaient la maintenir. La crise fut grave, plusieurs militants démissionnèrent de leurs responsabilités.

● A cette discussion s'ajouta le bilan de la lutte : on était passé de l'union sans combat (de 1972 à 1977) au combat sans volonté d'union. Et seul le patronat en sortait vainqueur !

● Au même moment, l'essor de Solidarnosc en Pologne venait confirmer pour une masse de militants que leur aspiration à une démocratisation de leurs organisations ouvrières était un problème politique national et international.

Beaucoup de choses étaient restées internes à la CGT, les militants « ne voulant pas porter tort à leur organisation » en rendant publics des faits parfaitement scandaleux. Mais un mécontentement important se manifestait quand la CGT laissait la porte ouverte à une victoire de Giscard sous le prétexte que « les sociaux-démocrates et la droite c'est bonnet-blanc et blanc-bonnet »...

● Puis vint la répression des travailleurs polonais. Et le soutien apporté par la direction confédérale à la bureaucratie et aux militaires. Insupportable ! Six syndicats CGT et de nombreux militants CGT d'Usinor participèrent à la manifestation organisée en décembre dernier, dans une ambiance très unitaire, par la CFDT locale. Le débat était posé publiquement. Il continue.

UN DOSSIER EXCEPTIONNEL

Critique DANS Communiste de mai

A paraître dans le numéro de mai 1982 de *Critique communiste*, un dossier sur le débat sur l'unification syndicale dans les années 1930. Il comprend :

● un article historique de Michel Bouvet qui analyse les réactions de toutes les composantes du mouvement ouvrier par rapport à l'unification entre CGT et CGTU, et particulièrement au Manifeste de 22 militants, « pour reconstruire l'unité syndicale », en novembre 1930.

● Un article de Léon Trotsky : « Le problème de l'unité syndicale, contribution à la discussion », paru dans *la Vérité*, organe de la Ligue communiste, en avril 1931. Cet article n'a pas été republié depuis.

Cinquante ans plus tard, cette discussion reste, malgré les changements intervenus dans le mouvement ouvrier, d'une actualité brûlante et d'une richesse exceptionnelle.

UNE DISCRIMINATION SEXUELLE A LA SNCF

• Le congé parental ne peut se prendre aux mêmes conditions pour les hommes et pour les femmes

UNE discrimination tournée contre les hommes ? De quoi s'agit-il ? Denis, cheminot de la région parisienne, a découvert avec surprise, en faisant une demande de congé parental pour lui, qu'il existait à la SNCF, entreprise nationalisée, deux poids deux mesures, selon que c'est l'homme ou la femme qui prend ce congé. Avant que ne soit créée la loi du 12 juillet 1977 sur le congé parental, il existait déjà, à la SNCF, la possibilité pour les femmes de prendre un congé pour « s'occuper » de leur enfant nouveau-né. Lorsque la loi fut votée, au lieu d'étendre aux hommes-agents les dispositions déjà existantes pour les femmes-agents, l'administration a créé un chapitre différent pour les hommes. Ainsi, pour les femmes-agents, la durée du congé est prise en compte totalement pour la détermination des avantages liés à l'ancienneté, ce qui est plus favorable que la loi pour les hommes-agents. La prise en compte du congé se fait pour moitié seulement à condition de verser les cotisations à la caisse de prévoyance. D'autre part, alors que les femmes-agents conservent leur droit aux facilités de circulation et ont la possibilité de racheter leurs points retraite, les hommes doivent restituer leur carte de circulation gratuite et ne peuvent pas faire vali-

der de la même façon la période de congé pour la retraite.

Il s'agit d'une discrimination tournée contre les hommes, mais parce qu'elle aboutit à décourager ceux d'entre eux, qui, bousculant les barrières idéologiques, osent faire la démonstration qu'un homme est aussi apte à prendre en charge un nouveau-né, elle pénalise d'autant les femmes en renforçant l'idée que cette tâche leur incombe plus naturellement à elles.

Rien de bien nouveau donc, contrairement à ce que laissait supposer la réponse d'un responsable de la SNCF face à ce problème : « Pour une fois, ce n'est pas une discrimination contre les femmes, c'est bien, ça change » !

Denis précise : « Si on a été amené à se poser le problème du congé parental pour l'un ou l'autre, c'est d'abord à cause du manque de place en crèche. On était presque sûr d'en avoir une, on avait fait la demande dès qu'on a su que Anne était enceinte. La directrice nous a donné une réponse définitive et négative au mois de janvier, le bébé avait deux mois. On n'avait plus beaucoup de temps et pas d'autre solution que de prendre un congé. Il faut dire que sur une ville comme Noisy-le-Sec, il n'y a que trois crèches collectives, dont 150 places en

tout, ce qui est dérisoire. C'est l'élément financier qui a été déterminant pour le choix de celui des deux qui allait prendre le congé, le salaire de Anne étant plus élevé que le mien, c'est moi qui ai fait la demande. »

Faire cette démarche n'a pas été chose facile par rapport aux collègues de travail : « Dans la SNCF, le secteur où je travaille est exclusivement masculin. Au début, j'ai fait la demande presque en cachette, je ne le disais qu'aux gens qui pouvaient l'entendre. Maintenant que c'est fait, j'en parle, il n'y a pas de critiques directes, plutôt des réactions d'étonnement. »

Les employés du service du personnel, essentiellement des femmes, ont appris à ce moment-là l'existence des deux règlements différents. Leur réaction a été immédiatement de se sentir concernées et de soutenir Denis dans sa démarche.

Une lettre ouverte à Mitterrand, Fiterman, Roudy

Aujourd'hui, ils sont deux agents de la SNCF dans la région parisienne à être en congé parental depuis le 15 février. Dans une lettre qu'ils ont en-



voyé à Mitterrand, Fiterman, Roudy, aux présidents des groupes socialiste et communiste à l'Assemblée, ainsi qu'à la presse, ils demandent que leur soient restituées leur facilité de circulation et l'abrogation de tout texte à caractère sexiste dans le statut de la SNCF.

D'autre part, ils soulignent les faiblesses de la loi de juillet 1977 : « Nécessité de payer la part patronale pour la Sécurité sociale, perte des points pour la retraite, aucune référence à la nécessité de créer des équipements collectifs pour la petite enfance. » Et posent par là le problème d'une réelle prise en charge sociale des enfants.

« On pensait qu'on aurait rapidement gain de cause et qu'on obtiendrait les mêmes conditions que les femmes-agents, parce que c'est

une mesure qui ne leur coûterait pas grand-chose mais, visiblement, ça dérange, comme peut en témoigner la première réponse négative de la direction du personnel. »

Ainsi, si dans un premier temps leur démarche a été relativement individuelle, elle prend la dimension d'une lutte maintenant prise en compte et soutenue par la CFDT ainsi que par la CGT. Ce qui est positif c'est qu'à travers un exemple comme celui-là puissent commencer à se poser dans le mouvement ouvrier, y compris dans un secteur largement masculin, tant le problème d'une réelle prise en charge sociale des enfants que la remise en cause des rôles traditionnels hommes/femmes dans cette prise en charge.

Sonia Folloni



ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

► Béziers : Une campagne unitaire

A Béziers, le SNI-PEGC, le SNES (les deux plus importants syndicats de la FEN), la CGT, le SGEN-CFDT et la FCPE (parents d'élèves) ont tenu ensemble une conférence de presse à la bourse du travail pour présenter leur « campagne commune de défense de l'enseignement public, pour la nationalisation de l'ensemble du système éducatif ».

Ces organisations se sont fixés trois objectifs : « Faire état des besoins de l'enseignement public à Béziers, dénoncer le financement public de l'enseignement privé, et préparer la manifestation nationale organisée par le CNAL à Paris le 9 mai. »

Elles ont établi les besoins en postes d'enseignants : « Pour

appliquer les normes officielles dans le second degré, il faudrait au moins la création de 35 postes ; pour arriver aux 25 élèves par classe, il faudrait 32 postes en primaire, 33 postes en maternelle ; pour loger ces nouvelles classes, il faudrait construire

deux nouveaux groupes scolaires ; des postes sont aussi nécessaires pour compenser la réduction du temps de travail des agents, alors que leur nombre était déjà insuffisant. »

En outre, il est réclamé la reconstruction « en dur » de deux

groupes scolaires et la création d'un institut médico-pédagogique.

Enfin, dans la perspective du 9

mai, les organisations convoquent un rassemblement régional le mercredi 28 avril à 18 h (allées Paul-Riquet).

Comment est versée la taxe d'apprentissage

La chambre de commerce et d'industrie de Béziers a reversé le montant de la taxe d'apprentissage (à laquelle sont assujetties les entreprises) ainsi :
— 136 millions de centimes pour le centre de formation d'apprentis (établissement privé patronal) ;
— 32 millions pour le Sacré-cœur (privé comme son nom l'indique) ;
— 18 millions pour les deux LEP et

le lycée technique (publics, faut-il le préciser ?).

Ainsi, cet impôt versé par les entreprises (à qui elles veulent !) est presque exclusivement dirigé vers les écoles privées.

C'est aussi avec le produit de cette taxe que la chambre de commerce et d'industrie envisage de construire un lycée hôtelier privé...

en bref

Après François Mitterrand, ce sont 13 évêques de l'Ouest de la France qui ont été recus à Rome par le pape, qui leur a déclaré : « Je pense encore aux multiples écoles catholiques, auxquelles vous tenez avec raison, auxquelles des parents chrétiens tiennent avec force, et auxquelles le pape tient tout autant que nous tous : là encore, ce qui fait leur prix, c'est l'éducation de qualité qu'elles peuvent fournir avec des enseignants chrétiens attachés à ce projet éducatif. »

Un numéro hors-série du Pèlerin, consacré à l'école catholique, rend cet hommage indirect à l'Ecole émancipée : « Les lois Debré et Guermeur étant perçues comme des victoires de la droi-

te », les défenseurs de l'enseignement public ne voient pas pourquoi la gauche au pouvoir aurait des scrupules : « Nous avons combattu durement en un temps où la situation politique ne nous était pas favorable. Ce n'est pas aujourd'hui que nous allons baisser les bras », pouvait-on lire dans l'Ecole émancipée du 20 novembre dernier, en conclusion d'un article dont le titre était, en soi, tout un programme : « Oui, nous combattons la hiérarchie catholique ; oui, nous exigeons la nationalisation totale de l'enseignement et l'abrogation immédiate de toutes les lois antilaïques. » Cela étant, ajoute le Pèlerin, c'est le gouvernement et le président de la République qui conservent l'initiative. »

► LYCEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL Le SNETAA (FEN) appelle à la grève

REUNI en congrès national du 22 au 26 mars, le SNETAA, a adopté une « adresse solennelle » au ministre de l'Education nationale. On y lit : « Nos collègues ont dû assurer la rentrée dans des conditions pires que celles des années précédentes en ouvrant leurs classes et leurs ateliers à 11 000 élèves supplémentaires. Ils étaient en droit d'attendre que le budget 1982 corrige les insuffisances du collectif. Malgré les nombreuses interventions que nous avons pu faire (...), le bud-

get 1982 — voté par le Parlement — nous prouve que nous n'avons pas été entendu. »

A propos de la taxe d'apprentissage, la déclaration ajoute : « Notre organisation a eu l'occasion, à plusieurs reprises, de faire des propositions concrètes et réalistes pour une redistribution équitable de la taxe d'apprentissage en faveur des établissements techniques publics. Nous regrettons, là encore, de n'avoir pas été entendus. Nous vous informons que notre congrès vient de confirmer sa vo-

lonté de voir la taxe d'apprentissage réservée exclusivement aux seuls établissements techniques publics à temps plein. »

S'en tenant au seul aspect du financement des établissements techniques, la déclaration du SNETAA ne reprend pas la formule pourtant traditionnelle de « nationalisation et transformation des CFA en LEP publics ».

Le SNETAA s'est donné jusqu'à la fin du mois avant de décider définitivement d'une grève pour le 14 mai.

**MEETING LCR PTT
le 21 avril à 20h
à l'AGECA**

177 rue de Charonne - Paris 11^e

**avec Alain KRIVINE et
un représentant du GRS**

LA SECURITE SOCIALE MALADE DES PATRONS

CERTAINS journaux commencent à en parler. Le gouvernement risque de l'annoncer dans les premiers jours de juillet : il y a de nouveau un déficit du régime général de Sécurité sociale. Dès que le moment sera jugé favorable, la presse de droite, et pas seulement elle, va recommencer à mener campagne sur le « gouffre » de la Sécu et les prétendus abus des malades. De nouveau vont être mises en avant des mesures pour freiner les dépenses sociales « trop généreuses ». Déjà, le président du CNPF réclame une pause sociale pour dix-huit mois, alléguant le poids des charges pesant sur les entreprises. Une telle pause signifierait un accroissement de l'austérité.

Le déficit dont le montant ne peut être déterminé avec certitude (voir l'article plus bas) a des sources qui sont, elles, parfaitement claires et évaluables. Deux millions de chômeurs, c'est environ trente milliards de cotisation en moins. Il faut être clair : en ne résorbant pas le chômage, en n'imposant pas par voie légale les 35 heures avec obligation d'une embauche correspondante, le gouvernement met une charge insupportable sur le dos du régime général. De même en ne se donnant pas les moyens d'obliger les entreprises à remplacer ceux qui vont partir en retraite.

MAIS l'autre cause du « trou » de la Sécu, ce sont les ponctions patronales (qui sont étudiées en détail ci-contre). Qu'il suffise de dire qu'en 1981, pour la première fois, les cotisations sociales (collectées par les patrons) ont été inférieures et de beaucoup (25 milliards de francs actuels), à celles de l'année précédente. En même temps, la dette patronale s'est fortement accrue. Son montant est resté le même en valeur absolue, 17 milliards, ce qui montre l'inanité des mesures prises en novembre pour récupérer 8 milliards de francs. Mais il y a pire. Sur les 17 milliards, plus du tiers, soit près de 6 milliards, sont des dettes de l'année 1981. Le montant des dettes a doublé en pourcentage. Ainsi, pendant que la presse aux ordres du patronat aboie sur le trou de la Sécu, les patrons creusent ce fameux trou. Accroissement du chômage + sabotage accru des patrons + cadeaux aux patrons (au moins 16 milliards de dégrèvements sur les cotisations sociales), tout cela explique la diminution des cotisations. Cela veut dire que le salaire différé de l'ensemble des salariés de ce pays a diminué l'an dernier, et qu'il a servi à augmenter le taux de profit. La solidarité nationale devient ainsi une solidarité au profit (c'est le cas de le dire) des patrons.

MAIS les échéances financières vont imposer au gouvernement des choix qui ne pourront être que des choix de classe. Soit on fait payer les patrons, et il faudra mobiliser la classe ouvrière contre le sabotage des patrons et la mobilisation de la droite. Soit on fait prendre en charge le déficit par le budget de l'Etat, mais c'est simplement déplacer le problème. Car comment financer ce déficit ? Soit on essaie de faire payer les travailleurs. Pour cela, il faudrait à la fois augmenter la part salariée des cotisations de plusieurs points, et réduire d'autant le pouvoir d'achat, tout en comprimant de façon draconienne les dépenses de santé. Chaque fois qu'un gouvernement de droite a tenté d'imposer cette dernière solution, il a dû reculer face à la mobilisation des travailleurs, que ce soit en 1953, 1959, 1968, 1980. Il est difficile de penser qu'un Premier ministre socialiste réussira là où Laniel, de Gaulle et Giscard ont échoué.

Ainsi, le réalisme gouvernemental débouche aujourd'hui sur une impasse. Si le gouvernement tente, comme il l'a fait, de combiner trois types de solutions, il ne fera qu'accumuler les mécontentements, sans rien résoudre. L'« utopisme révolutionnaire » est aujourd'hui la seule solution réaliste.

● Quelle politique est possible aujourd'hui ?

QUELLES mesures doivent être prises immédiatement ? Les moyens financiers existent-ils pour les mettre en œuvre ? Les réponses à ces questions commandent toutes les revendications concernant la Sécurité sociale. Les moyens de financement existent à condition de faire rembourser aux patrons ce qu'ils ont prélevé sur la Sécurité sociale depuis des années (subventions et garanties de profit au détriment des dépenses de santé). Surtout, le recul du chômage, sa disparition, permettraient de dégager des ressources qui financeraient les mesures sociales.

Enfin, le déplaçonnement des cotisations apparaît non seulement comme une mesure financière, mais aussi comme une mesure de justice sociale. En effet, pour les plus petits salaires, les cotisations sont plus élevées en pourcentage, alors que la consommation médicale est moins importante. C'est encore plus criant si on tient compte du fait que, pour les cadres supérieurs et agents de direction, les salaires ne sont qu'une partie du revenu, et que sur les autres éléments de leur revenu (actions, obligations, revenus immobiliers), ils ne paient pas, bien entendu, de cotisations sociales.

Aujourd'hui, il faut exiger du gouvernement, en premier lieu, l'abrogation de toutes les mesures restrictives prises en même temps que la préparation de la loi Berger, à savoir :

- Franchise de 80 F par mois pendant six mois pour les traitements particulièrement longs et coûteux ;
- Forfait hospitalier de 150 F par jour pour les personnes de plus de 65 ans ;
- Suppression du droit à la Sécurité sociale pour les chômeurs non indemnisés depuis un an (l'abrogation de cette mesure a été annoncée, mais n'est toujours pas passée dans les faits) ;
- Convention médicale de juin 1980 qui aggravait l'inégalité

d'accès à une médecine de qualité.

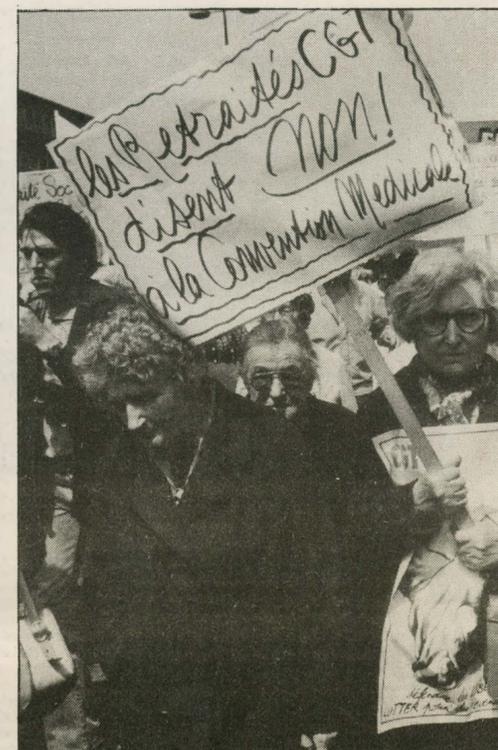
L'abrogation de toutes ces mesures avait été demandée par le PC et le PS quand ils étaient dans l'opposition. Aujourd'hui qu'ils sont au gouvernement, ils poursuivent cette politique, dite de maîtrise des dépenses de santé. Le PCF, par la voie de Mireille Bertrand et Philippe Hertzog propose : « Dans cet esprit, nous proposons d'avancer rapidement vers la généralisation du tiers payant, la gratuité de l'hospitalisation, l'amélioration des remboursements concernant les prothèses, la lunetterie, les soins dentaires, le retour à un remboursement minimal de 80 %, l'augmentation des primes d'invalidité et des rentes d'accidents de travail. »

Fort bien, mais quand on arrive au financement, le PC propose de moduler une partie des cotisations au rapport de la valeur ajoutée, c'est-à-dire, en fait, d'augmenter la taxe à la valeur ajoutée. Ils proposent, en outre, que les PME paient des taux réduits, ce qui voudrait dire qu'une partie des cotisations sociales des PME serait transformée en profits. Mais surtout, financer la Sécu par un accroissement de la TVA, ce serait faire payer une part des cotisations sociales par un impôt à la consommation, c'est-à-dire pour une grande partie par les travailleurs eux-mêmes, et par le biais du plus injuste des impôts, l'impôt indirect. Non, il n'y a pas besoin de recourir à des formules nouvelles. Si l'on supprime les charges indues que supporte la Sécurité sociale (plus de 80 milliards de francs en 1980), si l'on annule les mesures prises notamment depuis le 10 mai 1981, ce sont plus de 100 milliards (selon une évaluation de la confédération FO) qui reviendraient au budget de la Sécu, ce qui permettrait largement de financer les mesures proposées. Mais pour cela, encore une fois, il faut faire payer les patrons.

J. Carvel



Un an après la victoire de Mitterrand et contrairement aux promesses la Convention médicale est toujours en vigueur



● Les prestations familiales sous le signe de la continuité

POUR les prestations familiales, comme pour l'ensemble des prestations de Sécu, aujourd'hui encore, le changement est à venir. La politique des gouvernements précédents était marquée par un double objectif :

— une option nataliste au détriment d'une option sociale ; ainsi les allocations pour enfants à charge commençaient à atteindre un taux décent à partir du troisième enfant, cet enfant tant désiré par la bourgeoisie française ;

— l'option sociale restreinte était soumise à des conditions de revenu qui en faisaient plus un secours aux indigents qu'un véritable instrument de redistribution d'un sur-salaire familial. Un exemple : le supplément de revenu familial pour l'obtention duquel il fallait avoir trois enfants au moins et avoir des revenus salariaux équivalents à un plancher et inférieurs à un palier. De plus, « l'institution d'un minimum de revenu ne doit pas être une incitation pour les bénéficiaires à restreindre leur activité professionnelle » ; les chômeurs malades accidentés du travail ne peuvent donc en bénéficier. Ce supplément de revenu familial, malgré son titre ronflant, concerne... 2 % des allocataires de la région parisienne.

De la poussière de ces nombreuses allocations bidon, Mme Questiaux elle-même a dit : « La complication et la multiplication des allocations ont été cause d'inefficacité. Elles sont à l'origine d'une forme de contrôle social. »

Enfin, ces allocations pour certaines d'entre elles ont été le prétexte à faire supporter par les seuls salariés des charges

De la poussière de ces nombreuses allocations bidon, Mme Questiaux elle-même a dit : « La complication et la multiplication des allocations ont été cause d'inefficacité. Elles sont à l'origine d'une forme de contrôle social. »

Enfin, ces allocations pour certaines d'entre elles ont été le prétexte à faire supporter par les seuls salariés des charges

C'ETAIT AVANT LE 10 MAI !

Qu'attendent-ils pour réaliser leurs promesses ?

(extraits du Projet socialiste sur la Sécurité sociale)

Le pouvoir prend le régime des salariés pour cible. Il dramatise le déficit (qu'il fabrique à force de charges indues) pour accroître le poids de leurs cotisations et remettre en cause leurs droits.

La perspective du Projet socialiste est fondamentalement différente.

Il faut aujourd'hui partir des besoins pour reprendre dans son ensemble la construction de notre système de protection sociale. (...)

Le financement de la Sécurité sociale doit être assuré en fonction des principes qui viennent d'être définis et de manière à contribuer à une redistribution réelle des revenus et des fortunes. Cette perspective ne met pas en cause l'idée que la Sécurité sociale constitue un ensemble financier autonome, et que les droits des assurés sur son développement sont concrétisés par le financement des cotisations.

Mais des réformes importantes sont à prévoir :

1. Une intervention plus forte de l'Etat, qui remboursera sans délai les dépenses indues, affectera des ressources fiscales à la couverture des besoins des assurés contributifs, prendra progressivement en charge, avec les autres collectivités publiques, sur la base d'une fiscalité rénovée, les dé-

penses de service public (et en particulier le coût de la santé).

2. Une répartition plus juste et négociée des charges supportées par les assurés (par le déplaçonnement des cotisations et l'harmonisation des charges pesant sur les salariés et les non-salariés).
3. Un changement dans l'assiette des cotisations pesant sur les entreprises — qui ne doit plus se limiter aux seuls salaires — de façon à traiter plus équitablement les entreprises de main-d'œuvre. On ne reprochera plus au mécanisme de cotisation de dissuader de l'embauche.

La Sécurité sociale ainsi entendue est l'affaire de tous les citoyens. Son organisation doit leur être commune, et il faut mettre en place le système national qui traduit les véritables exigences de la solidarité.

ILS SABOTENT ! LA PREUVE !

Années	Cotisations recouvrées	Cotisations non recouvrées
1981	303	5,943
1980	328	3,209
1979	272	2,125
1978	225	1,962
1977	198	1,426
1976	168	0,850
Années antérieures		2,343

TOTAL 17,858

Le tout exprimé en milliards de francs actuels.

Ce tableau établi par l'agence centrale de recouvrement des cotisations sociales, et que la grande presse n'a pas cru bon de mentionner, illustre de la façon la plus nette le poids : — du sabotage patronal. En 1981, la dette patronale s'accroît de 80 % en valeur absolue, et double en pourcentage ; — des cadeaux faits au patronat qui, combinés avec les cotisations impayées et l'accroissement du chômage, amènent une diminution de 25 milliards des ressources de la Sécu.

Enfin, ce tableau montre l'inanité des mesures annoncées le 10 novembre et qui visaient à récupérer immédiatement 8 des 17 milliards de dettes du patronat.

● Pour une gestion de la Sécurité sociale par les seuls représentants ouvriers

QUAND les patrons parlent de la mauvaise gestion de la Sécurité sociale, ils oublient de dire qu'ils en sont très largement responsables. En effet avec 50 % de représentants dans les conseils d'administration, ils sont de fait majoritaires.

De plus, les présidences de conseil d'administration des caisses se répartissent de la façon suivante : 10 caisses régionales sur 16 sont présidées par le CNPF (plus deux par la CGC). Pour les 125 caisses primaires d'assurance maladie, 76 sont présidées par le CNPF, 12 par la CGC, 4 par la CFTC.

Pour les 119 caisses d'allocations familiales, 67 sont présidées par le CNPF. Enfin, la caisse nationale de retraites est présidée par le CNPF, la caisse nationale d'allocations familiales par la CFTC.

Par ailleurs, au sein des organisations ouvrières, le CNPF a favorisé systématiquement FO, qui détient :

- la présidence de la caisse nationale d'assurance maladie ;
- 4 présidences de caisses régionales sur 16 ;
- 31 présidences de caisses primaires.

Par contre, la CGT et la CFDT n'ont aucune présidence de caisse nationale ou régionale. La CGT détient la présidence de deux caisses

d'allocations familiales et d'une caisse primaire (La Réunion), la CFDT assure la présidence d'une caisse primaire.

La réforme des conseils d'administration, qui devrait être présentée au Parlement lors de la session de printemps, verra le retour à l'élection à la proportionnelle mais, ni le gouvernement ni aucune des confédérations syndicales ne réclament que les patrons soient hors des conseils d'administration. Les proportions varient de 1/3 à 1/5, et pourtant les patrons n'ont aucun droit à gérer la Sécurité sociale puisqu'il s'agit d'un salaire différé, donc de l'argent des travailleurs. D'autre part, il n'est pas question pour la CGT, la CFDT et FO de demander l'abrogation des décrets de mai 1960, qui instaurent une tutelle, rendant les pouvoirs des conseils d'administration plus formels que réels. La Sécu, c'est l'argent des travailleurs. Ni le ministère de la Solidarité nationale, ni celui des Finances, ne doivent pouvoir décider à la place des représentants des travailleurs. Ce qui exclut également toute prétendue représentation des usagers, représentation qui n'a d'autre but que d'affaiblir la représentation syndicale, et peut-être de lui faire perdre la majorité. Les représentants des usagers, ce sont les représentants syndicaux.

DES MALOUINES A LA CISJORDANIE

Il y a loin de la Cisjordanie aux Malouines. Et il est difficile d'imaginer contextes aussi dissemblables que ceux qui ont donné naissance aux deux crises qui sont aujourd'hui au centre de l'actualité internationale. L'une et l'autre sont pourtant l'illustration d'une même évolution de la situation mondiale. Et il y a plus d'une similitude dans les facteurs nationaux qui les alimentent.

A Buenos-Aires la dictature venait de célébrer son sixième anniversaire. Anniversaire inquiet. Des dizaines de milliers de morts et de disparus au nom d'une politique de « résurrection nationale ». Et au bout du compte 1 500 000 chômeurs, 2 500 000 exilés politiques ou économiques. Bref, l'incapacité à réduire la crise généralisée d'un pays, d'une société qui, il y a deux ou trois décennies, apparaissait comme la plus prospère, la plus « avancée » économiquement, socialement et culturellement de toute l'Amérique latine.

Confrontée à une renaissance de l'opposition ouvrière et populaire, la dictature choisissait la fuite en avant.

Débarquer aux Malouines, c'était avant tout rechercher un sursaut nationaliste chauvin. C'était tenter de restaurer ainsi le crédit d'un régime de plus en plus isolé

FUITE en avant. Mais à peu de frais pensaient les militaires argentins. C'était oublier de quoi est faite la situation britannique. La riposte de Londres, intransigente et s'appuyant sur une spectaculaire démonstration de force navale, a de multiples explications. Les potentialités économiques des Malouines ou leur valeur stratégique éventuelle apparaissent toutefois bien secondaires face aux nécessités intérieures immédiates.

Il eut été impensable que les actuels dirigeants britanniques n'essayent pas de transformer ce camouflet en une tentative de restaurer l'union sacrée autour de la couronne, symbole des nostalgiques de l'empire colonial. Quelle opportunité pour le gouvernement affaibli d'un pays en crise ! D'un pays qui a ses trois millions de chômeurs et ses Irlandais du Nord et pour lesquels, la soi-disant « dame de fer » a prouvé depuis longtemps qu'elle ne pouvait rien...

Pour elle aussi, la fuite en avant a son côté quitte ou double. C'est ce qu'illustre avec cynisme un député conservateur lorsqu'il déclarait aux Communes : « Il faut couler un bateau argentin si l'on veut sauver madame Thatcher... »

LA fuite en avant encore. A Jérusalem cette fois. L'intransigence croissante du cabinet Begin face aux mobilisations des populations arabes des territoires occupés et d'Israël et, par voie de conséquence, face à l'Egypte alors qu'approche le 25 avril, date prévue pour l'évacuation complète du Sinaï, est proportionnelle à sa faiblesse politique.

La crise économique, l'état de guerre latent ne font qu'accroître une démolition de plus en plus perceptible dans une population dont, il y a quelques années encore, beaucoup se plaisaient à vanter l'esprit « pionnier » et « conquérant »... Démolition qui alimente un développement rapide de la haine religieuse et raciale et dont le prétendu « déséquilibre mental » de l'auteur de la fusillade sanglante du dimanche de Pâques, à Jérusalem, n'est qu'une expression tragique parmi bien d'autres.

Pour Begin, tenter de faire oublier la crise économique et l'impasse politique, essayer de reconstituer une large unité nationale derrière son gouvernement chancelant c'est encourager ces tendances profondes. C'est accentuer la répression, accélérer le processus d'annexion de la Cisjordanie et de Gaza et, si nécessaire, remettre en question la restitution du Sinaï à l'Egypte. En d'autres termes, déchirer ce qui subsistait des accords de Camp David...

LES fuites en avant de ces trois alliés privilégiés des Etats-Unis dans leurs régions respectives illustrent à nouveau et spectaculairement cette réalité essentielle : l'affaiblissement du poids et de l'autorité politique de l'impérialisme américain. Les navettes jusqu'alors infructueuses de Haig entre Buenos-Aires et Londres et de ses adjoints entre Jérusalem et Le Caire soulignent à quel point, confrontés à la crise mondiale et à ses multiples conséquences nationales, les Begin, Thatcher et Galtieri, ces défenseurs acharnés du « monde libre et occidental », peuvent se révéler les partisans tout aussi acharnés du « chacun pour soi »...

Les travailleurs argentins, britanniques ou israéliens n'ont rien à gagner et tout à perdre des mirages d'unité aux reflets nationalistes et chauvins qu'ils leur proposent. A Buenos-Aires et à Londres, à Tel-Aviv et dans les territoires occupés, leurs intérêts sont les mêmes et leurs ennemis aussi. Plus que jamais, le véritable internationalisme, l'internationalisme prolétarien, est d'actualité. Ce sont les Malouines et la Cisjordanie qui aujourd'hui nous le rappellent.

J.-P. Beauvais

JAPON :



Un parc d'automobiles Datsun destinées à l'exportation

La montée d'un impérialisme

UNE véritable guerre commerciale est engagée entre le Japon, les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale. C'est cette question qui domine le voyage de François Mitterrand à Tokyo. Le 26 janvier dernier, le *Financial Times* britannique écrivait par exemple : « L'année passée, le Japon a réalisé un surplus commercial record de 10,3 milliards dans ses rapports avec la CEE, à savoir supérieur de 10 % à celui de 1980. (...) En ce qui concerne les Etats-Unis, le surplus a plus que doublé (...) en atteignant le niveau de 13,4 milliards. »

Ces faits traduisent une nouvelle donnée de la situation mondiale : le surgissement d'une nouvelle puissance impérialiste qui s'est montrée capable, en dix ans, de décupler ses investissements à l'extérieur et de pénétrer le marché des pays capitalistes développés. 46 % de ses im-

plantations de capitaux, soit 16,8 milliards de dollars, concernent en effet les USA et la CEE. En Asie orientale, ce nouvel empire a su conquérir une position privilégiée, en faisant passer ses investissements dans l'industrie légère et les matières premières de 13,6 % du total en 1969 à 33,6 % six ans plus tard.

Comment donc s'explique une telle compétitivité dans un contexte international de dépression économique et après les « chocs » pétroliers de 1973 et 1979 ?

L'Empire du soleil levant était pourtant sorti démantelé de la défaite des puissances de l'Axe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le pays était occupé et placé sous la tutelle du général américain McArthur, commandant suprême des forces alliées. La Constitution fut même réécrite en 1946 de façon à interdire

à l'ancienne puissance coloniale la possession d'une armée.

Géant économique, nain politique

Très vite, les Etats-Unis favorisèrent, comme en Europe, la reconstruction des capacités économiques du Japon. La guerre froide, la victoire de la révolution chinoise, le développement des luttes en Indochine les poussèrent à rechercher la collaboration d'alliés sûrs, afin de favoriser la stabilité du Pacifique. Cela se fit par le biais d'une injection massive de capitaux. Entre 1945 et 1955, le Japon recut six millions de dollars soit, à lui seul, la moitié des aides consenties à l'Europe dans le cadre du plan Marshall.

Dans le même temps, la bourgeoisie nipponne faisait appel à la main-d'œuvre abondante et bon

UNE ECONOMIE FRAGILE

ON parle beaucoup du « miracle ». Il a son revers. De récentes statistiques viennent de montrer qu'au dernier trimestre 1981, le PNB a connu une croissance négative de 0,9 %. Pour l'année fiscale 1981, la croissance aura donc été de 2,9 %, ce qui est loin des 5,3 % escomptés.

Cette amorce de récession s'explique tout d'abord par les difficultés que commence à connaître la politique d'exportation. Les pays occidentaux ont en effet établi des dispositifs de protection douanière ce qui a eu pour conséquence de faire chuter le flot de 4,5 points entre octobre et décembre de l'année dernière. A cela s'ajoute les effets pour les produits nippons de la récession qui frappe les concurrents impérialistes du pays.

On touche là l'une des principa-

les faiblesses de l'économie japonaise. L'essentiel de son développement fulgurant des dernières années dépendait des devises que rapportaient les exportations. La situation est d'autant plus délicate que le marché intérieur stagne, sous l'effet des politiques d'austérité suivies depuis deux ans par les autorités. Celles-ci ont en effet donné la priorité à la réduction du déficit budgétaire (qui s'élevait en 1979 à 39,6 % du budget total) et à la limitation du taux d'inflation.

Conséquence de la politique gouvernementale, non seulement le revenu des familles et la consommation de certains produits comme la viande diminuent, mais l'activité de secteurs comme les grands magasins ou le bâtiment ralentit dangereusement. Le nombre des faillites atteint de nouveau un chiffre record et le nombre des

chômeurs (1,3 million) a progressé de 20 % en un an.

Cet affaiblissement des marges de manœuvre de Tokyo augure mal du résultat des négociations engagées depuis plusieurs mois avec ses principaux concurrents sur une limitation des exportations asiatiques, et une « ouverture » du marché japonais aux produits américains et européens. D'autant que, pour faire face aux difficultés, la bourgeoisie nipponne va devoir poursuivre et accélérer la restructuration, entamée ces dernières années dans l'industrie, de son appareil économique. Celle-ci vise désormais le secteur public (chemins de fer, postes, télécommunications...). Et cela impliquera sans doute un affrontement important avec les organisations ouvrières qui y sont majoritaires, la centrale syndicale Sohyo, le PS et le PC.

C. P.

L'ENVERS DU MIRACLE



marché des campagnes. Cela explique que le nombre de personnes travaillant dans l'agriculture soit passé de 19 millions en 1955 à 7 millions vingt-trois ans plus tard.

Les années soixante et le début des années soixante-dix furent donc une période de rapide croissance économique. Mais Tokyo restait étroitement dépendant, sur le plan militaire, des Etats-Unis. Les « forces d'autodéfense » créées en 1951 étaient strictement cantonnées à des tâches de sécurité intérieure.

Aussi, durant cette période, la bourgeoisie se borna essentiellement à assurer une croissance économique intensive et à favoriser l'exportation de ses capitaux en direction des pays néo-coloniaux de l'Asie orientale, principalement la Corée du Sud, Hong-Kong, Taiwan, Singapour, la Thaïlande. Mais elle se garda bien de jouer un rôle politique international.

Une puissance régionale

Les années soixante-dix marquèrent un tournant de ce point de vue. Entre 1973 et 1974, le Japon subit les contrecoups de la crise qui frappait toutes les économies capitalistes. La balance des paiements enregistra un déficit, l'inflation se développa, le PNB diminua, les faillites augmentèrent de 41 %. Pourtant, une politique de rationalisation du secteur industriel, le freinage du taux de croissance annuel des salaires (de 10,7 % en 1973 à 1 % en 1977 et 1,9 % en 1978), l'accroissement des dépenses publiques permirent de maintenir la progression des exportations. Les investissements reprurent sur une grande échelle dès 1978.

Tirant les leçons du choc, la classe dominante s'efforça alors de redéployer la structure industrielle du pays au niveau régional. En septembre 1974, un rapport officiel ne cachait pas les objectifs de cette nouvelle orientation : contrôler directement la production de matières premières dans la zone d'influence immédiate du Japon ; concentrer les industries à haute technologie sur le sol japonais ; « exporter » les industries intermédiaires et polluantes vers les pays dominés de l'Est asiatique.

En un mot, les conditions de la crise internationale, ainsi que le déclin de l'impérialisme américain à la suite de sa défaite au Vietnam, ont conduit le Japon à devenir une puissance régionale, assignant aux Etats « en voie de développement » qui l'entourent une fonction de « sous-traitance ». Cette attitude a favorisé l'insertion plus étroite de l'économie

nipponne dans l'économie mondiale et lui a permis de renforcer sa compétitivité aux dépens des USA et de la CEE.

Le tournant des années 1980

La révolution iranienne de 1979, l'instabilité de la région du golfe Persique, les conflits armés dans la péninsule indochinoise et le développement de luttes populaires dans différents pays (comme au printemps 1980 en Corée du Sud), ont entraîné une modification de la place du Japon dans le système impérialiste mondial. Celle-ci s'est traduite par son alignement sur les Etats-Unis à propos de l'Afghanistan, de l'Iran ou du Moyen-Orient par l'aide économique apportée à la Turquie, par une intervention systématique en direction de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui regroupe les pays « non communistes » de cette zone.

Pour assurer cette nouvelle position internationale, pour stabiliser son influence en Asie du Sud-Est, région stratégique pour les voies de communication, pour les ressources en matières premières — le Japon doit importer 50 % de ses besoins sur ce plan — et pour les marchés qu'elle offre, Tokyo renforce son potentiel militaire. Ce qui va d'ailleurs dans le sens des orientations actuelles de la Maison-Blanche.

En 1980, le gouvernement Ohira créa un « Groupe spécial consultatif sur la sécurité du Japon ». Cette commission recommanda une augmentation de 20 % du budget de la Défense et l'élévation des frais militaires jusqu'à 1,1 % du PNB. Ces conseils furent mis en application dès 1981, puisque le budget militaire progressa de 7,6 %.

Progressivement, les forces militaires nipponnes s'intégrèrent au dispositif américain. Elles participèrent ainsi, en 1980, à des manœuvres dans le Pacifique aux côtés des forces navales canadienne, australienne, américaine et néo-zélandaise.

Le 26 février 1980, un article du *Japan Economic Journal*, qui passe pour refléter le point de vue de la classe dominante, résumait bien la façon dont, à l'avenir, cet impérialisme entend assumer son nouveau rôle : « Pour le Japon qui ne s'est lancé que relativement tardivement dans des investissements globaux, la révolution iranienne a été l'occasion de prendre conscience de la réalité des risques politiques et de la nécessité de créer un environnement plus favorable aux investissements de ses entreprises. »

Christian Picquet

Des patrons champions de la lutte de classe

A U Japon, répètent sans fin tous les commentateurs bourgeois, « l'accord social en faveur de l'industrie est favorisé par un climat participatif à l'intérieur des entreprises et par la recherche d'un dialogue permanent entre les acteurs sociaux » (Michel Drancourt *le Quotidien de Paris* du 3 avril).

Il vaut la peine d'aller voir derrière ces affirmations pour éviter d'imaginer les travailleurs japonais en train de chanter trois fois par jour les louanges de leurs patrons...

D'ailleurs, chantent-ils vraiment l'hymne de leur entreprise ? Un bon observateur de ce pays rétablit une vision plus réaliste : « La plupart des hymnes d'entreprise sont préenregistrés, chacun faisant du play-back en remuant les lèvres... (1). » Mais pourquoi, déjà, accepter une telle comédie qu'on imagine mal en France ? Poser cette question, c'est mettre le doigt sur l'évolution de la classe ouvrière japonaise depuis la fin des années 1950.

Play-back...

Faire semblant, accepter, se montrer coopératif, dévoué, pourquoi est-ce avantageux lorsqu'on est salarié d'une grande entreprise comme Toyota, Mitsubishi ou autre ? Parce que toute la vie, et jusqu'à la retraite, dépend de l'entreprise où on a réussi à être embauché. Ceux qui travaillent dans de petites entreprises, le moins de mille salariés, gagnent des salaires de 40 % moins élevés que ceux des grandes entreprises. Ceux-ci, à condition d'être disponibles pour les heures supplémentaires « modulées sur l'année », touchent deux à trois mois de salaire supplémentaires sous forme de prime. Au total, en faisant environ 2 205 heures dans l'année (contre 1 717 en France) les salariés stables des grandes entreprises touchent

un salaire comparable à ceux de la France.

Etre dans une petite entreprise, en revanche, c'est la plupart du temps ne pas toucher de primes, avoir un salaire infiniment plus bas et avoir, ensuite, au-delà de 55 ans, une retraite très faible. Ce n'est pas pour rien qu'il y a un an et demi des manifestations de retraités ont eu lieu au Japon : ils revendiquaient le droit de reprendre un travail, pour ne plus subir la misère !

Selon qu'on a été salarié d'une grande usine ou d'une petite entreprise, la vie est totalement différente. Tant pour le travailleur que pour toute sa famille : pour les enfants le prix des études est très élevé et, compte tenu de l'absence de prise en charge des retraités, 74 % d'entre eux vivent avec leurs enfants ou chez des parents. Comme des « fautes professionnelles » ou seulement une « inadaptation » peuvent amener la « rupture du contrat », on comprend qu'il vaille la peine de faire semblant de chanter en play-back...

Tout pour la productivité

Une telle description de la situation des travailleurs âgés a de quoi surprendre. Mais elle est loin d'être un phénomène isolé. L'ensemble des équipements collectifs, des logements ont été sacrifiés. Au point, par exemple, que chez les employés un peu aisés s'est répandue l'habitude d'aller de temps en temps dans des motels ou des hôtels spécialisés pour pouvoir faire l'amour sans être au milieu de trois générations de la famille entassées dans des appartements minuscules où les « pièces » sont séparées par des « cloisons » de papier...

L'écart entre la qualité de l'existence et le « niveau de vie » est plus énorme que partout ailleurs : le revenu individuel a augmenté de quatorze fois en vingt

ans ; et, en trente ans, un pays à dominante rurale est devenu l'une des trois grandes puissances industrielles... Ce sont, bien sûr, ces résultats qui, à partir d'un pays ruiné et dominé après la guerre de 1939-1945, ont facilité le « consensus ». Le coût humain terrible de ce développement industriel n'a pas été compris par la majorité des travailleurs japonais de façon politique : ils partaient de l'impression première que leur pays était pauvre et que cela expliquait bien des choses.

Les purges rouges

Cette domination des valeurs et des idées capitalistes ne s'est cependant pas imposée sans luttes. Tout l'essor du Japon actuel, en effet, part d'une utilisation systématique du modèle américain : sous le contrôle de Mac Arthur un super « plan Marshall » (2) d'aide à la reconstruction du Japon a été réalisé à l'issue de la guerre de 1945. Plans des usines, projets techniques, législation favorisant les syndicats-maison, « chasse aux sorcières » qui se traduit par l'existence encore aujourd'hui « d'interdictions professionnelles » à l'encontre des communistes et révolutionnaires...

Pour déraciner les syndicats de classe, qui existaient cependant, le patronat et les gouvernements japonais profitèrent des diverses restructurations : le passage de l'utilisation du charbon à celle du pétrole, à la fin des années 1950, permit de supprimer les syndicats en fermant certaines usines et en refusant de réembaucher les « troubleurs d'ordre » dans les nouvelles installations. En revanche, beaucoup de jeunes, attirés de la campagne et juste sortis des écoles, étaient alors embauchés, avec la promesse d'un « emploi à vie ». Pour ne rien laisser au hasard, parce qu'il faut bien une structure pour s'assurer de ce que veulent et pensent les travailleurs, les directions d'entreprises favorisèrent les syndicats-maison, qui formèrent la confédération « Domei » (proche du parti de droite « libéral-démocrate »).

Le même phénomène se reproduisit au milieu des années 1970, lors du développement de la filière électronique. Les patrons japonais n'ont pas négligé la lutte des classes...

Pierre Rème

(1) Dans « Japon », de Philippe Pons, collection Petite Planète au Seuil.

(2) Au même moment, en Europe, une aide américaine est venue relancer l'économie pour stabiliser le partage en deux blocs.

DE GRANDES DIFFÉRENCES DE SALAIRES

Entreprises	Heures ouvrées	Heures travaillées au-delà	Bonus annuel en mois de salaire régulier	Rémunération totale mensuelle moyenne en yens
PLUS DE 1 000 SALARIÉS				
- Ouvriers	166	23	4,2	275 000
- Employés et cadres	170	17	4,9	346 000
- Ouvrières	174	9	3,8	146 000
- Employées et cadres	170	6	4	163 000
ENTRE 100 ET 999 SALARIÉS				
- Ouvriers	180	25	3,5	230 000
- Employés et cadres	182	15	4,1	293 000
- Ouvrières	186	7	2,8	118 000
- Employées et cadres	181	6	3,3	148 000
ENTRE 10 ET 99 SALARIÉS				
- Ouvriers	194	21	2,4	203 000
- Employés et cadres	195	11	2,7	259 000
- Ouvrières	190	6	1,9	101 000
- Employées et cadres	193	4	2,2	137 000

Tableau tiré du « Monde diplomatique » d'avril 1982. La rémunération moyenne dont il est question dans la dernière colonne ne comprend pas les primes

Crise politique larvée et faillite réformiste

AU printemps 1980, des élections générales ont renouvelé les deux assemblées législatives. Elles virent la principale formation bourgeoise, le Parti libéral démocrate, les remporter haut la main, en obtenant 284 sièges sur un total de 511.

Il ne faudrait pourtant pas en conclure à la stabilité du système politique. Celui-ci repose très largement sur un clientélisme qui alimente l'existence au sein du parti au pouvoir de factions, de cliques. Ces différents groupes d'intérêts se livrent entre eux un combat acharné pour la répartition des meilleurs postes au sein des commissions parlementaires ou du gouvernement. Les meilleurs chefs de factions sont dans ce cadre ceux qui montrent le plus d'aptitude à collecter des fonds électoraux et à assurer à leur groupe la meilleure part du gâteau.

Chaque Premier ministre est, dans un tel système, contraint à l'équilibrisme. La consultation de juin 1980 a par exemple été provoquée par la défection lors du

vote d'une motion de censure de l'opposition d'une grande partie des députés du Parti libéral démocrate, hostiles au cabinet de Masayoshi Ohira. Il est rare qu'un gouvernement demeure en place plus d'un an sans qu'intervienne un remaniement, comme celui auquel a procédé Zenko Suzuki, le 30 novembre dernier, pour consolider son pouvoir au sein de son propre parti.

Autre conséquence de cette situation : la corruption du personnel politique. L'un des plus beaux exemples en a été fourni par l'affaire des pots-de-vin de Lockheed en 1976, dans laquelle l'ancien Premier ministre Kakuei Tanaka fut impliqué.

Le recul de la gauche

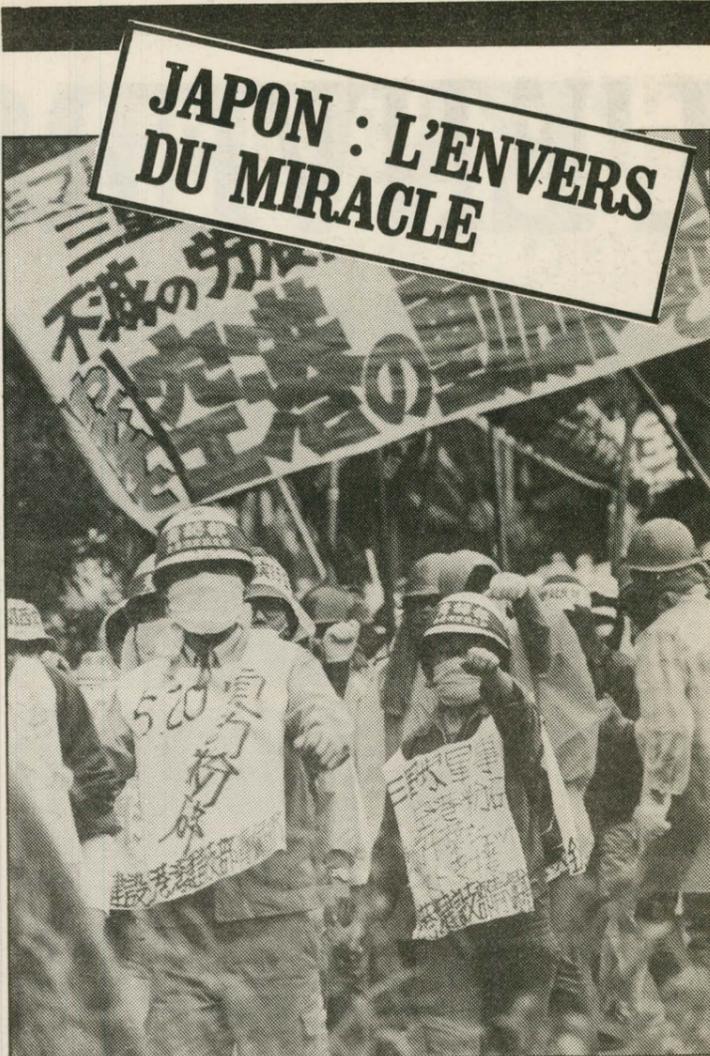
La victoire électorale de la droite en 1980 s'explique d'abord par un déplacement à droite des voix de la petite bourgeoisie dans un contexte de grandes tensions internationales et d'instabilité de la situation dans le continent asiatique. On ne peut toutefois manquer de voir dans

ces résultats le fruit de l'impuissance des organisations ouvrières réformistes à offrir une réelle alternative. Mais il ne faudrait pas croire que l'irrésistible expansion d'après-guerre soit responsable de la paralysie du mouvement ouvrier. Au contraire, jusqu'en 1963 et parallèlement au processus d'urbanisation, le vote en faveur des partis de gauche ne cessa de progresser pour atteindre 40 % de l'électorat. Seules les divisions entre socialistes et communistes, les dissensions internes aux partis, l'absence de perspectives mobilisatrices ont par la suite provoqué son reflux.

Le Parti démocrate socialiste (PDS) est une scission de la social-démocratie. Il compte 32 sièges au Parlement et bénéficie du soutien des syndicats les plus droitiers, notamment du *Domei* (17,6 % des syndiqués) qui travaille en collaboration étroite avec le patronat. Il trouve ses principaux points d'appui auprès des couches supérieures de travailleurs dans les secteurs tels que la métallurgie, l'automobile, la construction navale.

Le Parti socialiste s'affaiblit constamment depuis le milieu des années soixante. Il dispose de 107 sièges à la Chambre et s'appuie surtout sur le *Sohyo*, centrale qu'il domine (36,5 % des syndiqués) et qui est essentiellement implantée dans le secteur public. Les dirigeants socialistes ont tout fait pour que la classe dominante reconnaisse leur aptitude à gouverner. Ils ont modéré leur opposition à la remilitarisation du pays et préconisent maintenant une coalition du PS, du PDS et du Komeito (organisation proche de la secte bouddhiste Soka Gakkai, qui a su canaliser à son profit un électorat populaire déçu par les partis ouvriers). Mais le flirt avec ces mouvements n'a fait que l'affaiblir. Lors d'élections locales à Tokyo, en juillet dernier, il perdit trois sièges.

Quant au Parti communiste,



De gigantesques manifestations contre la construction de l'aéroport international de Narita se déroulèrent en mars 1978. Des heurts très violents opposèrent à cette occasion les paysans et la police. Certains manifestants arrêtés sont toujours incarcérés.

il bénéficie de l'effritement du PS et développe une attitude sectaire, ce qui ne l'empêche nullement de montrer lui aussi sa bonne volonté à la bourgeoisie. Il s'est ainsi prononcé pour la limitation du droit de grève des enseignants et des travailleurs des entreprises publiques.

Un courant combatif

Cette impasse des orientations réformistes a pourtant favorisé le dégagement d'un courant lutte de classe au sein du *Sohyo*, qui s'est regroupé sur la base des luttes populaires des dernières années : contre l'aéroport international de Narita et contre les restructurations capitalistes qui ont donné lieu à de violents conflits dans le secteur public et la métallurgie. Un *Bulletin ouvrier* dont le comité de rédaction comprend d'anciens responsables très connus du *Sohyo* et dans lequel travaillent nos camarades de la LCR du Japon (section de la IV^e Internationale) s'est mis en place. Ce bulletin compte près de 10 000 lecteurs, et les militants qui s'en réclament se battent pour la coordination des luttes populaires aux niveaux local et national contre le gouvernement et le patronat.

Christian Picquet

Les malades préfèrent prendre sur leurs congés...

Parmi les histoires qui courent sur le Japon, celle selon laquelle les travailleurs malades préfèrent se mettre en congé plutôt que de faire perdre de l'argent à leur entreprise.

François Ginsbourger (*) raconte comment réagit un travailleur japonais, membre du syndicat du *Sohyo* : « C'est un scandale de dire que les travailleurs se mettent en congé quand ils sont malades pour faire gagner de l'argent à l'entreprise (...) Ils se mettent en congé parce qu'ils perdent trop d'argent s'ils se mettent en maladie. Les trois premiers jours ne sont pas indemnisés. Les jours suivants ne sont payés qu'à 80 % du salaire de base. Or le salaire de base ne représente que 35 à 40 % du salaire réel de l'ouvrier (le reste est formé par les heures supplémentaires, le bonus, les primes). Les gens préfèrent prendre leurs congés plutôt que de toucher des indemnités ridicules et de s'entendre dire qu'ils sont des tire-au-flanc. »

* F. Ginsbourger : « Voyage au pays du consensus social », dans « Les Temps modernes », février 1981.

Pas de chômage ?

JAMAIS plus de 2,4 % de chômeurs ! De quoi rêver. En fait, tous les salariés précaires, même ceux travaillant deux ou trois heures par semaine, sont comptés comme non-chômeurs...

Par ailleurs, le mécanisme de dégraissage prend des formes différentes, basées sur le chantage très fort à la stabilité dans l'emploi. Ainsi, de 1970 à 1978 la semaine de cinq jours qui était pratiquée dans 20 % des entreprises s'est répandue dans 90 % de celles-ci en 1978, avec les conséquences sur les primes de productivité et souvent même sur les salaires. De 1973 à 1975, à cause du contre-coup du prix du pétrole, le nombre d'heures supplémentaires a diminué de 18 à 11 dans les entreprises de plus de 500 salariés. Les salaires aussi. Cela ne suffisait pas, et l'Etat a fourni une aide importante aux entreprises pour qu'elles ne licencient pas : mieux valait garder du personnel sous-employé que lézarder gravement la base du « consensus ».

En fait, parallèlement, de nombreux travailleurs âgés furent licenciés (préretraites anticipées), et de nombreuses femmes, employées temporaires dans des entreprises grandes ou moyennes, ne trouvèrent plus d'emploi que dans de toutes petites entreprises, avec l'exploitation qu'on devine...

IL y a peu, dans la grande presse japonaise, à la veille des négociations avec la CEE, une bande dessinée représentait une petite Europe affirmant qu'elle « aime la sieste, l'alcool et le repos et que, pour ces raisons, elle déteste le Japon ». A cette image chauvine répond celle de « l'abruti de travail » diffusée en Europe au sujet des Japonais. Une propagande qui, à l'évidence, ne sert que le patronat de part et d'autre.

Mais, du côté du mouvement ouvrier, comment se satisfaire de ce qui se passe. Qu'attendent les syndicats européens pour développer une élémentaire solidarité internationale en diffusant de véritables informations sur les travailleurs japonais, en proposant de telles campagnes de solidarité aux syndicats japonais regroupés dans la confédération *Sohyo* ? Des

émissions télévisées comme actuellement sur Antenne 2, malgré d'évidentes lacunes dans le domaine politique et social, montrent ce qu'il serait possible de faire pour montrer l'envers du miracle.

La confédération *Sohyo*, dirigée par des socialistes, comporte plusieurs courants ; elle représente une réelle organisation de classe. Un livre récent (*) en témoigne, montrant comment, au sein de cette organisation, au travers de diverses luttes, les travailleurs résistent au patronat et développent une réelle conscience de classe.

Au travers de campagnes d'information, urgentes, contre le chauvinisme, on voit très bien comment les syndicats ouvriers pourraient peser sur la politique capitaliste : au CNPF qui diffuse « le modèle japonais », les travailleurs opposeraient la véritable situation de ces travailleurs. De

même, au Japon, au lieu de rester prisonniers du modèle qui leur est diffusé, les travailleurs verraient mieux où est leur réel intérêt. En cette période d'austérité au Japon, la puissance des syndicats-maison est loin d'être invincible...

Comment expliquer que le mouvement ouvrier — le PS et le PC, comme la CGT et la CFDT — ne fasse rien pour combattre la division internationale entre la classe ouvrière japonaise et celle d'Europe ? Ont-ils donc aussi peu de moyens que du temps de Giscard, pour inviter, à la télévision ou à des conférences internationales, des organisations ouvrières ?

Pierre Rème

* Kamata Sutoshi : « Japon : l'envers du miracle », F. Maspero (mars 1982) — voir une présentation du livre en page 15.

**DEVELOPPER
L'INTER-
NATIONALISME**

GUATEMALA : Vers l'unité des forces révolutionnaires

DEVELOPPEMENT des organisations révolutionnaires. Incorporation à la lutte militaire d'importants secteurs de masse. Multiplication des actions armées dans la quasi-totalité du territoire national...

Dictature en crise qui, sur les conseils de l'ambassade américaine, tente une riposte sur deux plans : d'une part, intensification d'une répression sauvage allant jusqu'à des bombardements intensifs de zones fortement peuplées et des massacres de villages entiers afin de créer un climat de terreur généralisée ; d'autre part, sur ce fond de guerre civile, organisation d'une mascarade électorale destinée à « légitimer » son pouvoir. Une « légitimisation » avant tout à usage international...

La montée révolutionnaire qui, depuis la victoire de la révolution nicaraguayenne, s'étend à l'ensemble de l'Amérique centrale, conduit à des développements parallèles au Guatemala et au Salvador ; même si, produits de situations nationales spécifiques, les formes et les rythmes en sont distincts.

Double échec

Visant à une prétendue « pacification » du pays en vue des élections du 8 mars dernier, l'armée lançait début janvier une opération de grande ampleur.

Malgré des milliers de morts au sein d'une population dorénavant considérée dans son ensemble comme « suspecte d'activité subversive », l'échec a été complet. L'activité des masses mobilisées, qui ont multiplié leurs formes d'organisation clandestines ou semi-clandestines et développé d'efficaces méthodes d'auto-défense, n'a pu être stoppée. Les actions offensives des forces révolutionnaires se sont même intensifiées.



Dans un tel contexte, loin de « légitimer » la dictature, la mascarade électorale en a accéléré la crise. Les divisions des forces politiques représentant les classes dominantes se sont accrues, avec leurs inévitables répercussions au sein d'un corps d'officiers très « politique ». Les pressions et les bourrages d'urnes, les menaces et la fraude systématique n'ont guère assuré un « vote massif » au candidat « offi-

ciel », celui de l'état-major, le général Anibal Guevara : 800 000 bulletins de vote pour 2,3 millions d'électeurs — dans un pays de 7 millions d'habitants — se sont finalement « retrouvés » dans les urnes. Plus de 100 000 étaient blancs ou nuls et seulement 318 000 étaient en faveur du général Guevara... Le « savoir faire » des militaires salvadoriens s'est finalement révélé plus efficace...

Malgré les protestations des autres candidats — qui ont rapidement pris un tour violent — et pour tenter d'endiguer la crise ouverte au sein de l'armée, celui-ci s'est immédiatement proclamé « élu ». Mais deux semaines plus tard, un coup d'Etat dirigé par le général Efraim Rios Montt, un ancien chef d'état-major, « annulait » les résultats électoraux.

Cette ultime péripétie ne résout en

rien la crise de l'appareil militaire et traduit un nouvel et considérable affaiblissement de la dictature. Le fait que Rios Montt soit appuyé par une « coalition » d'officiers dont certains sont pour une « guerre totale » contre la guérilla, tandis que d'autres prônent des « réformes qui progressivement lui ôteraient sa base sociale », indique combien la situation du nouveau dictateur est précaire. Un dictateur que, faute de mieux, Washington s'est empressé de soutenir...

Dans ce contexte, le processus unitaire que viennent d'engager les organisations révolutionnaires guatémaltèques revêt une importance toute particulière.

La « Proclamation unitaire » signée conjointement par l'Armée de guérilla des pauvres (EGP), les Forces armées rebelles (FAR), l'Organisation du peuple en armes (ORPA) et le secteur du Parti guatémaltèque du travail (PGT) — le PC local — qui a rejoint la lutte armée en 1980, représente un pas décisif dans l'unification de leur lutte.

Les quatre organisations soulignent par cette « Proclamation » l'identité à laquelle elles sont parvenues quant à la stratégie devant mener au renversement de la dictature et à l'instauration d'un « gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique ».

Quelques jours après l'adoption de cette proclamation de l'« Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque » (URNG) était annoncée la création d'un « Comité d'unité patriotique » (CUP) préparant la constitution d'un « Front d'unité patriotique national » auquel doivent se rallier l'ensemble des forces d'opposition à la dictature qui reconnaissent les quatre organisations composantes de l'URNG comme leur avant-garde dans le cadre de la stratégie de « guerre populaire révolutionnaire ».

Jean-Pierre Beauvais

PROCLAMATION UNITAIRE DES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES GUATEMALTEQUES (extraits)

DEVANT la grave situation dans laquelle se trouve notre peuple, et devant les risques que représente pour les peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe l'intervention de l'impérialisme, nous, les organisations révolutionnaires de guérilla guatémaltèques, proclamons que la guerre populaire révolutionnaire est la voie de notre peuple pour conquérir son émancipation nationale et sociale définitive.

Celle-ci est l'unique chemin sûr que puisse suivre le peuple guatémaltèque pour prendre le pouvoir et instaurer un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique qui mette fin pour toujours à l'exploitation, à l'oppression, à la discrimination, à la répression et à la dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Pour atteindre cet objectif considérable, nous, les organisations révolutionnaires, appelons à la constitution d'un grand front d'unité patriotique révolutionnaire, qui soit l'expression de la grande alliance de tout notre peuple et qui, avec à sa tête son avant-garde révolutionnaire, suivant la stratégie de la guerre populaire révolutionnaire, renverse le pouvoir des grands possédants nationaux et étrangers, qui pratiquent l'exploitation, l'oppression et la discrimination raciale. (...)

Le gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique que nous instaurerons au Guatemala s'engage, devant le peuple guatémaltèque et devant les peuples du monde, à réaliser les cinq points fondamentaux de son programme de gouvernement :

I — La révolution mettra fin pour toujours à la répression contre le peuple et garantira aux citoyens la vie et la paix, droits suprêmes de l'être humain.

(...) Depuis 1954, le gouvernement des grands possédants exploités a ôté la vie à des dizaines de milliers de Guatémaltèques pour des raisons politiques. Ce sang répandu est pour la révolution un engagement à la liberté, à la paix et au respect de la vie.

II — La révolution jettera les bases d'une réponse aux besoins fondamentaux de la grande majorité du peuple, en mettant fin à la domination économique et politique des grands possédants nationaux et étrangers qui gouvernent le Guatemala.

La cause principale de la pauvreté de notre peuple est la domination économique et politique des grands possédants répressifs, nationaux et étrangers, qui gouvernent le Guatemala. La révolution mettra fin à cette domination et garantira que le produit du travail de tous bénéficie à ceux-là mêmes qui produisent la richesse par leur effort créateur.

Les propriétés des grands possédants passeront aux mains du gouvernement révolutionnaire, qui veillera à ce que cette richesse soit utilisée pour satisfaire les besoins du

peuple travailleur. La révolution garantira la réalisation d'une vraie réforme agraire, en donnant la terre à ceux qui la travaillent, de façon individuelle, collective ou sous forme coopérative.

La révolution garantira la petite et moyenne propriété agricole et partagera entre ceux qui la travaillent de leurs mains la terre qui appartient aujourd'hui aux hauts dirigeants militaires, fonctionnaires et hommes d'affaires corrompus, avides et répressifs. (...)

III — La révolution garantira l'égalité pour les Indiens et mettra fin à l'oppression culturelle et à la discrimination raciale.

La domination des grands possédants est la principale cause de l'oppression culturelle et de la discrimination raciale dont souffre la population indienne au Guatemala. Pour mettre fin à l'oppression culturelle et à la discrimination raciale, il faut d'abord que la population indienne, partie essentielle du peuple guatémaltèque, participe au pouvoir politique. La participation de la population indienne au pouvoir politique, ensemble avec la population non indienne, nous permettra de répondre aux besoins en terre, travail, salaire, santé, logement et bien-être en général, qui sont actuellement ceux de la population indienne.

La satisfaction de ces besoins est la condition première pour en arriver à l'égalité entre la population indienne et non indienne. La seconde con-

dition permettant de garantir cette égalité est le respect de la culture et la reconnaissance du droit de la population indienne à préserver son identité.

Le développement d'une culture qui réunisse et rassemble les racines historiques de notre peuple est l'un des grands objectifs de la révolution. Indiens et non-Indiens au pouvoir décideront librement de la physionomie future du Guatemala.

IV — La révolution garantira la création d'une nouvelle société où soient représentés au gouvernement tous les secteurs patriotiques, populaires et démocratiques.

(...) La révolution respectera le droit du peuple à élire ses autorités locales, municipales et nationales.

Tout citoyen qui, par son travail, ses connaissances ou son capital, pourra ou voudra aider le Guatemala à sortir de la pauvreté, de l'arriération et de la dépendance, aura une place dans la nouvelle société. Les hommes d'affaires patriotes qui seront disposés à contribuer à la réalisation de ce grand objectif jouiront de toutes les garanties, sans autre condition que le respect des intérêts du peuple travailleur.

La révolution garantira la liberté d'association politique, la liberté d'expression et de pensée et la liberté de croyance religieuse comme autant de formes rendant possible la participation de tous les citoyens à la construction de la nouvelle société.

(...) Dans la nouvelle armée populaire révolutionnaire que le peuple du Guatemala construira pour garantir la sécurité et la défense de la patrie, pourront participer tous les officiers et soldats patriotes qui n'auront pas les mains tâchées du sang du peuple.

Dans la nouvelle société, la femme aura des droits égaux à ceux des hommes, dans la mesure où elle partage avec celui-ci les mêmes obligations et même plus, du fait de ses devoirs de mère. (...)

V — La révolution garantira la politique de non-alignement et de coopération internationale dont ont besoin les pays pauvres pour se développer dans le monde d'aujourd'hui, sur la base de l'autodétermination des peuples. (...)

- Construisons l'unité révolutionnaire de tout le peuple du Guatemala !
- Développons la guerre populaire révolutionnaire !
- Renversons le régime d'exploitation !
- Prenons le pouvoir et instaurons un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique !

Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG)

► Le réveil du mouvement anti-guerre en Europe

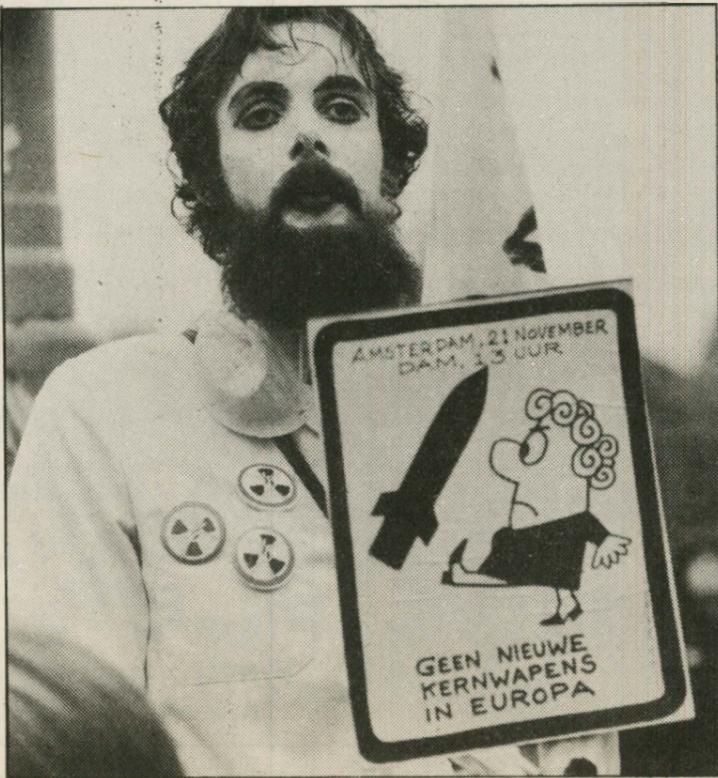
QUELQUE peu en sommeil depuis le début de l'année, les mobilisations anti-guerre en Europe resurgissent avec force en ce mois d'avril. La proximité du sommet de l'OTAN prévu le 10 juin à Bonn — qui doit donner le feu vert à l'implantation des Cruise et des Pershing — et de la réunion à Paris quelques jours auparavant des chefs des principaux pays capitalistes, y contribue sans aucun doute. D'autant que Reagan entend, à cette occasion, effectuer une tournée des principales capitales du vieux continent.

Aucune des initiatives diplomatiques récentes, qu'il s'agisse de l'« option zéro », des négociations de Genève sur les armements nucléaires ou de la proposition récente de la Maison-Blanche d'une rencontre au sommet USA-URSS, n'a entamé la détermination d'un mouvement qui a déjà fait descendre dans la rue des millions d'Européens contre la militarisation impérialiste.

On attendait de ce point de vue comme un test le résultat des « marches pour la paix » prévues en diverses régions de RFA à l'occasion du week-end pascal. Certes, les organisateurs n'ont pas atteint leur objectif qui était de 500 000 marcheurs. Les vacances scolaires, les mauvaises conditions climatiques, les polémiques internes au mouvement (une aile dénonçant violemment le « *noyautage communiste* ») en ont limité l'ampleur.

Mais les différentes manifestations ont regroupé plus de 300 000 personnes, soit autant que le 10 octobre 1981 dans la capitale fédérale. On a vu ainsi 50 000 personnes converger à Francfort, un immense rassemblement se tenir à Duisburg au cœur de la Ruhr et des initiatives similaires se dérouler à Heilbronn, Ulm, Dortmund, Berlin-Ouest, Brême... Il est, dans ces conditions, plus que probable que la manifestation prévue au même moment que le sommet de l'OTAN, dépassera en ampleur le rassemblement de l'année dernière.

Cette nouvelle démonstration de force va accentuer les contradictions du Parti social-démocrate à une semaine de son congrès. Au mois de janvier la direction était parvenue à faire adopter par les instances exécutives une résolution stipulant que « *le SPD devra décider, au cours d'un congrès en automne 1983, quelles conséquences il peut tirer*



A Amsterdam le 21 novembre 1981

de l'état des négociations de Genève pour le stationnement » des fusées américaines sur le sol allemand. L'intérêt était double : repousser un débat qui risquait de se solder par une défaite pour Helmut Schmidt et pouvoir dans un an mettre le parti devant le fait accompli, alors que l'ensemble des dispositions concernant l'installation aurait été pris.

Après les marches de Pâques et la création le 20 mars dernier d'un Parti socialiste démocratique, à l'initiative de dissidents de gauche du SPD, le prochain congrès devra tenir compte d'une pression redoublée et il sera difficile au chancelier ouest-allemand de ne pas aborder le problème.

L'Allemagne n'est pas le seul pays qui connaît un regain des luttes anti-impérialistes. Alors que se tenaient, outre-Rhin, les « marches pour la paix », 30 000 personnes protestaient à Glasgow (Grande-Bretagne) contre la décision du gouvernement Thatcher d'acquiescer soixante-quatre missiles Trident 2, de fabrication

américaine. Chacune de ces armes, qui comporte quatorze têtes nucléaires à guidage indépendant (MIRV), a une portée de 9 600 kilomètres. Et à Bâle, en Suisse, plus de dix mille manifestants traversaient la frontière française pour se joindre à leurs camarades allemands et français.

Le coup d'envoi avait été donné le 4 avril par la concentration de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs à Comiso (Sicile), où doit être établie la plus grande base de missiles de l'OTAN. Les Etats-Unis, de leur côté n'échappent pas à la contagion. 25 000 manifestants se sont retrouvés à Chicago le 9 avril contre la course aux armements. La protestation converge dans ce pays avec le refus de toute intervention américaine en Amérique centrale (voir ci-dessous). Et le 12 juin, une centaine d'organisations appellent à se rassembler devant le siège des Nations-Unies à New York contre la prolifération des armements nucléaires.

C. P.

► AMERIQUE CENTRALE - SALVADOR: SOLIDARITE

Rouge rendait compte la semaine dernière de l'appel lancé par plusieurs dizaines d'organisations, les 27 et 28 mars à Mexico, pour la constitution d'un Front mondial de solidarité avec le Salvador.

C'est là une étape de première importance dans l'action coordonnée de toutes les forces qui, à l'échelle internationale, reconnaissent le FDR-FMLN comme l'unique représentant du peuple salvadorien.

Au même moment, les mobilisations solidaires du combat du peuple salvadorien se multipliaient dans de nombreux pays.

Aux Etats-Unis, 40 000 personnes ont manifesté le samedi 27 mars à Washington. Le mot d'ordre central était : « *Halte à la guerre américaine au Salvador* ». La manifestation était organisée par le comité de solidarité avec le Salvador (CISPES). De très nombreux militants noirs, portoricains et chicanos y participaient. Le même jour, plusieurs autres mani-

festations ont eu lieu, notamment au Texas, en Arizona, en Californie et dans l'Etat de Washington.

Au Canada, plusieurs milliers de personnes ont participé à une semaine de solidarité du 20 au 27 mars, avec des manifestations à Montréal, Toronto et Vancouver.

En Europe, les mobilisations les plus significatives ont eu lieu en Grande-Bretagne et en République fédérale allemande.

A Londres, notamment, 15 000 personnes ont manifesté le dimanche 28 mars aux abords de l'ambassade américaine aux cris de « *Bas les pattes devant le Salvador!* » et de « *Victoire pour le FDR-FMLN!* ». Avaient pris l'initiative de la manifestation le Comité de solidarité avec le Salvador et le Parti travailliste. Le président du Trade Union Congress (TUC), Alan Sapper, et Michael Foot, le dirigeant du Parti travailliste, ont pris la parole pour dénoncer l'assistance d'« observateurs » britanni-

ques à la farce électorale organisée à San Salvador.

Parmi les différentes mobilisations qui ont eu lieu en République fédérale allemande, celle de Berlin a été la plus massive : environ 10 000 personnes s'étaient rassemblées à proximité de la base américaine de Tempelhof. Au Danemark, des milliers de manifestants ont défilé dans les principales villes du pays, dont 5 000 à Copenhague.

Enfin, le vendredi 26 mars, un millier de personnes se sont réunies devant l'ambassade américaine de La Haye (Pays-Bas) pour protester contre l'intervention américaine et l'assassinat de quatre journalistes hollandais par la junte salvadorienne.

Le 1^{er} mai et surtout la venue de Reagan en Europe — début juin — sont les prochaines échéances qui donneront lieu à de nouvelles et massives mobilisations des forces solidaires de la lutte du peuple salvadorien. Il faut s'y préparer. Dès maintenant. J.-P. B.

PEROU

Hugo Blanco à nouveau menacé de mort

Ces dernières semaines, notre camarade Hugo Blanco, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) — section péruvienne de la IV^e Internationale — et député au Parlement péruvien, a de nouveau reçu des menaces de mort.

Le 16 mars dernier le quotidien de Lima, *la Republica*, recevait un appel téléphonique d'un soi-disant « *Commando de la droite blanche* » annonçant qu'il projetait l'assassinat de plusieurs dirigeants de la gauche révolutionnaire péruvienne et informant que Hugo Blanco était la première des cibles choisies.

Pour ce « *commando* », Blanco et les révolutionnaires péruviens sont les premiers responsables de l'aggravation de la crise sociale et politique que connaît actuellement le Pérou...

Déjà, en 1978, un groupe de terroristes d'extrême droite avait voulu enlever le camarade Blanco. Il n'y parvint pas mais réussit à s'emparer de deux militants du Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP) ainsi que du journaliste argentin Roberto Fanjul. Bien que l'opération ait été menée par plus de vingt individus armés de pistolets mitrailleurs et se déplaçant dans des véhicules sans plaques d'immatriculation, aucune enquête ne fut menée.

Il y a quelques mois, Blanco était roué de coups par des policiers de la garde civile alors qu'il marchait à la tête d'une manifestation de marchands ambulants dans le centre de la capitale.

Sous le précédent gouvernement de Belaunde Terry (1963-1968) — qui est l'actuel président — le camarade Blanco fut sur le point d'être condamné à mort pour avoir défendu les armes à la main le droit des paysans à posséder la terre qu'ils travaillent. La mobilisation populaire au Pérou et la campagne internationale réussirent à lui sauver la vie.

Ces nouvelles menaces de mort ont été prises très au sérieux par les principaux organes de presse péruviens qui leur ont donné un large écho.

Pour leur part, nos camarades du PRT ont répliqué en alertant toutes les organisations et personnalités, au Pérou et dans le monde, qui ont déjà eu à prendre la défense de Blanco. Un de leurs communiqués se conclut en ces termes : « *Le PRT ne se laissera pas intimider par ces menaces. La vie du camarade Blanco sera défendue aujourd'hui par les mêmes méthodes que nous avons toujours utilisées : nous appelons les travailleurs à se mobiliser contre la répression officielle et non officielle et contre la politique de misère du régime. Le PRT appelle à un meeting populaire pour le mercredi 7 avril, place du 2 Mai, à Lima.* »

OTAN

La France favorable à l'élargissement

L'Assemblée nationale a adopté, le 8 avril, un projet de loi présenté par le gouvernement français et ratifiant l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN.

Visiblement mal à l'aise, les dirigeants socialistes ont justifié la position française par le fait qu'un refus



entraverait un processus souhaité par les autorités espagnoles. Véronique Neiertz, l'ancienne responsable des relations internationales du PS, alla même jusqu'à expliquer : « *Nous n'avons pas à nous opposer à une décision prise démocratiquement par les élus espagnols.* »

Curieux argument. Le vote des Cortes de Madrid s'est fait malgré une forte opposition populaire. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté en octobre et novembre derniers à l'appel de toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales. Parmi elles, l'organisation sœur du PS français. Le cabinet Calvo Sotelo s'est toujours opposé à l'organisation d'un référendum, pourtant souhaité par une large majorité des électeurs, comme l'ont montré de multiples sondages. Il est vrai que les résultats d'une consultation populaire risquaient de tourner à sa déconfiture. Une enquête du grand quotidien *El País* montrait, au mois d'octobre, que l'adhésion à l'OTAN était rejetée par 52 % des personnes interrogées, à peine 18 % s'y déclarant favorables.

En déposant son projet de loi, le gouvernement Mauroy n'a fait que révéler son alignement sur les Etats-Unis. L'Alliance atlantique a, au premier chef, mission de s'opposer aux luttes populaires. Son appui aux colonels grecs en 1967 et aux généraux turcs aujourd'hui, montre, mieux que de longs discours, son caractère contre-révolutionnaire. Dans le cadre de sa stratégie actuelle, l'impérialisme américain cherche à renforcer à tout prix cette alliance, à en élargir les bases, à parvenir à une plus forte intégration de ses différentes composantes. En approuvant l'entrée de l'Espagne, les dirigeants français cautionnent cette orientation. Entre les luttes des travailleurs de l'Etat espagnol et les projets impérialistes, Mitterrand et Mauroy ont choisi. Et ce choix confirme l'orientation globale de leur diplomatie.

Que les députés communistes se soient opposés au projet gouvernemental ne change rien à l'appréciation de la politique extérieure de la majorité. Car le PC a soigneusement évité tout « écart » qui aurait mis en péril la solidarité gouvernementale. A tel point que sa position est passée quasiment inaperçue.

C. P.

Vient de paraître
« AFRIQUE
EN LUTTE » n° 45

Au sommaire :

- crise économique et crise politique en Côte-d'Ivoire,
 - la légalisation de l'Organisation socialiste des travailleurs au Sénégal,
 - l'île Maurice dans la perspective des élections,
 - le sous-développement africain selon les chiffres de la Banque mondiale,
 - Congo, Tchad, etc.
- Passez vos commandes en écrivant à *Afrique en lutte*, 2 rue Richard-Le-noir, 93108 Montreuil.

No 123

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

ARGENTINE
Le contexte de l'expédition des Malouines

FRANCE
Les dix premiers mois de Mitterrand

EL SALVADOR

INPRECOR

AU SOMMAIRE :

- Argentine : La crise de la dictature à la veille de l'expédition des Malouines.
- Salvador : Après les « élections de la nuit ». Premier Forum international de solidarité avec le peuple salvadorien. Entretien avec Enrique Guatemala, dirigeant du FMLN.
- Afrique noire : Objectif pétrole.

LE NOUVEAU LIVRE «LA BRECHE» «Profils de la social-démocratie européenne»

NOUS serons les gérants loyaux du capitalisme », proclamait Léon Blum en 1936, en guise de programme condensé ! Peut-on résumer en ces mêmes termes l'histoire de la social-démocratie depuis lors, ainsi que ses perspectives pour les décennies à venir dans les pays où elle occupe une place politique certaine, qu'elle soit déjà au gouvernement — sinon au « pouvoir » — ou qu'elle se propose d'y parvenir ?

Il est évidemment tentant de répondre positivement à la question, tant il se vérifie partout, sans exception, à la lecture des articles composant le présent recueil, que les partis sociaux-démocrates ont depuis longtemps, et sans la moindre velléité de retour, abandonné tout projet de rupture réelle avec le « combiné » économie capitaliste/appareil d'Etat bourgeois, s'étant bel et bien engagés dans une démarche « réformatrice », de gestion, « loyale » ou pas, mais véritable du système capitaliste, ce que Lénine appelait, dans une brochure célèbre, sa « faillite historique », justifiant la scission des PS et de la II^e Internationale et la création des PC et de l'Internationale communiste.

Mais ce qui rend les choses complexes, c'est que les « socialistes » n'entendent pas gérer le système pour le plaisir d'être de bons « businessmen » mais qu'ils prétendent le faire au profit de la société tout entière... y compris, et notamment, au profit des travailleurs jadis exclus ! Impossible entreprise, sans cesse recommencée ! Rocher de Sysiphe et tonneau des Danaïdes... Le souvenir des fronts populaires français et espagnol, celui, plus proche de l'« Unité populaire » chilienne, ne nous quittent guère à la lecture de ces pages...

La trajectoire historique de la social-démocratie, de John Ross, est effectivement davantage une étude historique en soi de ce courant du mouvement ouvrier qu'une présentation des divers articles en présence. Rappel au demeurant fort utile, mettant bien en lumière le fait clé, évident pour tout marxiste : la social-démocratie n'a pu mettre en œuvre des « réformes » substantielles que dans deux sortes de situation : prospérité économique permettant à la bourgeoisie d'« accorder des miettes de ses profits » à la classe ouvrière ; mobilisation de masse conduisant à une remise en cause de l'ordre établi... contraire à son propre projet politique.

Dure époque pour les sociaux-démocrates d'aujourd'hui : la crise économique internationale rend les bourgeois plus mesquins que ja-

mais ! Il faudrait donc mobiliser... mais on est soi-même au gouvernement ou on voudrait y aller ! Sans compter, dans certains pays, les PC qui ont adopté un programme et une stratégie bien concurrentiels... !

Quarante-quatre ans de gouvernement social-démocrate (jusqu'en 1976) n'ont guère permis la construction d'un socialisme « à la suédoise », malgré ce qui se disait, il y a peu encore, dans des milieux « bien pensants ». L'étude, ici, montre fort clairement comment la bourgeoisie suédoise, entre les deux crises économiques mondiales, laisse le PS faire jouer à l'Etat un rôle de moteur économique du point de vue d'un capitalisme dynamique et au besoin « social », et répressif tour à tour.

Autre parti majoritaire dans « sa » classe ouvrière, le Parti travailliste anglais représente plus une « alternance » qu'une « alternative » par rapport au parti « tory » bourgeois. La crise actuelle approchant, les gouvernements Wilson et Callaghan ont, eux-mêmes, mis en place les mécanismes d'une véritable politique anti-ouvrière systématisée par le gouvernement de Mme Thatcher. La récente création d'un « Parti social-démocrate », concurrent, sur sa droite (!), du Labour party, montre bien l'impasse de ce dernier, organiquement lié aux syndicats ouvriers, mais qui doit leur faire accepter, sinon gérer eux-mêmes, une « austérité » désormais indispensable à la survie, même difficile, du capitalisme dont il n'est même plus pensable de sortir.

Le PS portugais présente une double particularité : d'abord, nous dit, Francisco Louca, sa « véritable histoire (ne) commence (qu') avec le 25 avril 1974 » ; et, de ce fait, c'est par le prisme, ô combien éclairant, d'une révolution en marche qu'on le voit contribuer au premier chef à canaliser d'abord, à contrer frontalement dès que le rapport de forces moins favorable aux travailleurs le permet, le mouvement de masse, quitte à payer soi-même, à la première échéance électorale, les fruits de cette démobilité...

En Espagne, clandestin quarante années durant, le PSOE met aujourd'hui son point d'honneur à protéger la Constitution et l'appareil d'Etat hérités du franquisme... au nom, bien sûr, de la démocratie. Car « aujourd'hui, le socialisme se définit comme la démocratisation de la société et de l'Etat », compte tenu que toute forme d'organisation autre que parti (parlementaire) et syndicat est regardée « avec hostilité » par le PSOE. Ce qui nous permet d'entretenir une méfiance certaine à l'égard

de la « voie sociale » (autogestionnaire ?) qu'il préconise.

Cinquante pages pour parler du PS italien, « le plus petit... face au géant eurocommuniste », ça semble beaucoup. Il est vrai que le simple historique de ce parti, dont le dirigeant, durant les années 50, Pietro Nenni, « avait été... le protagoniste de nombreuses initiatives propagandistes de l'URSS (et) avait reçu le prix Staline de la paix » (!) est digne d'attention. Tout comme l'analyse, par Antonio Moscato, de la place difficile à gagner, et même à garder, pour ce PS, entre l'énorme parti bourgeois, la Démocratie chrétienne qui résiste aux scandales accumulés depuis près de quarante ans, et un parti « communiste » qui, malgré bien des efforts « avant-gardistes » dans la voie de la rupture d'avec les principes essentiels du marxisme, ne parvient pas à se faire vraiment accepter par la classe dominante...

L'article de Jacques Kergoat sur le PS français offrira, pour les lecteurs de *Rouge*, de multiples avantages. Son titre : *De l'agonie de la SFIO à la reconstruction du nouveau PS*, indique bien sa perspective d'ensemble : historique et analyse s'entrecroisent pour mettre à jour la nature, la fonction, le comportement, la place, l'évolution de ce « parti ouvrier-bourgeois » au programme flou et rarement appliqué, à la base sociale fluctuante et mal définissable, au fonctionnement engendrant un nombre insoupçonné de scissions ! J. Kergoat illustre ses thèses de données factuelles précises sur les effectifs et la composition sociale du PS pour lesquelles il n'hésite pas à critiquer celles disponibles dans les livres récents, peu nombreux, publiés sur le PS français. La partie consacrée à l'examen des rapports entre le PS et le mouvement syndical n'est pas la moins instructive. Quant au « bonapartisme social-démocrate » évoqué à juste titre en conclusion de l'article, il suscite des discussions sur notre proche avenir socio-politique... que nous n'aurons ni ici ni maintenant.

On remarquera, après avoir lu ce livre utilement complété par des études des PS autrichien et allemand, que si les articles qui le composent ne sont nullement homogènes quant à leur composition, à leur plan, voire même à leur objet précis — le « maître d'œuvre » aurait pu, par exemple, poser les mêmes dix questions clés aux divers rédacteurs —, il s'en dégage tout à la fois une diversité nationale aisément repérable (nombre de ces contributions commentent par remarquer le « non-classicisme » du PS qu'elles analysent !) et une analogie profonde de leurs attitudes, objectifs et méthodes. Inutile d'ajouter que, du point de vue du contenu de l'analyse et de la façon de la mener, l'appartenance des rédacteurs à la IV^e Internationale est fort sensible... Tant mieux ! Un livre intéressant et utile, à acquérir, lire et diffuser d'ici l'été.

Jean-François Godchau

En souscription à
soixante francs.



en librairie 75 F,

A LIRE EGALEMENT

LA LIGNE ROUGE DES HAUTS FOURNEAUX

1905-1906, une flambée de grève et de syndicalisation dans les mines de fer, mais aussi dans les usines sidérurgiques de Lorraine ; du moins dans la partie restée française. Une année charnière : avant cette date, on ne trouve trace de syndicat que dans une grève sur trois. Devant les luttes, les bourgeois « de gauche » hésitent entre la récupération électoraliste et réformatrice ou la solidarité de classe avec les patrons ; mais Clemenceau devient alors briseur de grève.

Le livre de Serge Bonnet et Roger Humbert retrace, et illustre avec de nombreuses photos, la réalité patronale et ouvrière de l'époque. Avec un grand souci de réalisme. Il met en lumière des aspects très avancés, et par exemple une revendication de contrôle ouvrier avancée par les mineurs de fer : le contrôle du poids des wagonnets assuré par un travailleur choisi par les mineurs eux-mêmes. Mais il met aussi le doigt sur les

faiblesses : l'existence du « Syndicat jaune » (appellation officielle, doté d'un journal du même nom !), assez largement contrôlé par les directeurs d'usine ; au sein même des syndicats « rouges », les difficultés à unir les travailleurs italiens, français, belges ; l'instabilité de la classe ouvrière (30 % de départs chaque année) rendant très fragiles les syndicats ouvriers face à de vrais « patrons de combat » qui parviendront à faire disparaître les organisations ouvrières aux alentours de 1911...

Pour connaître sans mystification la classe ouvrière, un livre à lire. Sans se laisser arrêter par son prix : c'est une bonne occasion pour faire passer des commandes par les bibliothèques de comités d'entreprise...

Pierre Rème

« La Ligne rouge des hauts fourneaux », aux éditions Denoël-Serpentine.

Signalons aussi, de Serge Bonnet, « l'Homme du fer », documents sur la réalité ouvrière en Lorraine. Le premier tome (1889-1930) est épuisé ; le deuxième (1930-1959) est à commander au Centre lorrain d'études sociologiques, 4 rue Lacordaire, Nancy.

DES LUTTES DE CLASSE DANS LE JAPON D'AUJOURD'HUI

ENFIN un livre présentant le Japon à partir de la vie et des luttes de la classe ouvrière ! L'auteur, qui a lui-même travaillé en usine (1), a écrit de nombreux reportages : la crise de la construction navale, la « maladie des vibrations » des bûcherons, la restructuration de l'électronique s'accompagnent de multiples luttes qui, parfois, sont victorieuses.

Très vivant, ce livre révèle concrètement « l'envers du miracle » : pour se concentrer sur les investissements les plus rentables du moment, le capital japonais sacrifie tout, les hommes comme les régions jugées « dépassées ».

Face à ces décisions bourgeoises, malgré la suprématie des syndicats-maison (Domei) dans l'industrie, des travailleurs découvrent

leur réelle solidarité et organisent des syndicats de lutte de classe. Ils sont sûrement minoritaires, assez souvent mal compris. Mais Kamata s'attache à montrer comment il ressort de leurs mobilisations la reconstruction d'une organisation de la classe ouvrière : « Le nombre de ceux qui entrent dans l'histoire comme acteurs est voué à croître à l'infini. »

C'est une réalité qu'il faut connaître, au moment où le « modèle japonais » est sans doute en train de trouver ses propres limites historiques.

Signalons aussi la préface, qui résume de nombreuses données sur le Japon : son auteur, Francis Ginsbourger, a publié un excellent article dans *les Temps modernes* de février 1981 (Japon : voyage au pays du consensus social).

Pierre Rème

(1) Kamata Satoshi, auteur de « l'Envers du miracle » (Maspero) a aussi écrit « Toyota, l'usine du désespoir » (Editions ouvrières).



● **Dimanche** 18 h 45 (FR3) *L'écho des bananes* la nouvelle émission rock de FR3.
20 h (FR3) *Merci Bernard* une demi-heure d'humour façon *Hara-Kiri*...
22 h 30 (FR3) *Shangai Gesture* de Josef von Sternberg avec Gene Tierney, le chef-d'œuvre de Sternberg... Curieusement c'est Gene Tierney qui remplace ici Marlène

Dietrich dans l'imaginaire du réalisateur.
● **Lundi** 20 h 30 (TF1) *Le Secret*, polar psychologique de Robert Enrico avec J.-L. Trintignant et Ph. Noiret d'après un bouquin de Francis Ryck.
● **Mardi** 20 h 30 (FR3) au programme de « la Dernière Séance », deux dessins animés (un Tom et

Jerry et un Tex Avery) et deux films de Georges Sidney : *les Trois Mousquetaires* (1948) est à mon avis la plus belle adaptation du roman de Dumas... Lana Turner, est une Mylady pulpeuse et machiavélique, âme damnée de Richelieu magistralement campé par Vincent Price... quant à d'Artagnan, il est personnifié par Gene Kelly, autant dire que chaque duel est aussi beau qu'un ballet de comédie musicale !... Le second film est sympa, mais raté ; *Bye, bye Birdie* (1963) aurait pu être un bon « musical » sur le rock n'roll... Dommage !
● **Mercredi** 14 h (A2) une pas-

sionnante enquête sur « le trafic de l'ivoire »
17 h 25 (A2) aux *Carnets de l'aventure* : ski de randonnée dans l'Oberland bernois...
● **Judi** 15 h 55 (A2) *Chili-Impressions n° 3* : *Au bonheur des généraux*, film et enquête de Chantal Baudis et José Maria Berzosa.
20 h 35 (TF1) *Les Michaud*, film TV de Georges Folgoas avec Charles Vanel ; la révolte d'un vieil horloger jurassien...
20 h 35 (A2) *Retour au Cambodge*, enquête de Jean Labib et Sylvaine Pasquier.
20 h 30 (FR3) *L'Honneur perdu de Katharina Blum* film de Volker

Schlöndorff, d'après un roman d'Heinrich Böll, adapté par Margarethe von Trotta, et interprété par Angela Winkler et Mario Adorf. L'un des films allemands les plus forts et les plus intelligents de ces vingt dernières années. Ce fut aussi (heureusement pour une fois !) un grand succès public...
● **Vendredi** 20 h 35 (TF1) une heure du nouveau spectacle de Guy Bedos !
23 h 10 (A2) *la Vérité sur Bébé Donge*, de Henri Decoin d'après Simenon, avec Danielle Darrieux et Jean Gabin ; le film noir-type des années 50...
Michel Laszlo

La sécurité... pour les capitalistes ou pour les travailleurs ?

I L faut rendre hommage à la sagesse du gouvernement : ces propos de Peyrefitte saluant l'ajournement de l'abrogation de la loi Sécurité et Liberté font mieux que tout discours apparaître la gravité de la décision du Conseil des ministres du 7 avril. « Lorsque l'adversaire me félicite, je cherche quelle erreur j'ai bien pu commettre », disait, au siècle dernier, un vieux socialiste allemand du nom de Bebel.

Peu importe que Pierre Mauroy affirme maintenant vouloir abroger avant la fin du mois l'un des plus beaux fleurons de la frénésie répressive de l'ancien régime. En expliquant le report de la décision par sa préoccupation quant aux « problèmes du terrorisme et de la sécurité », le pouvoir a légitimé les arguments de la droite et des syndicats réactionnaires de policiers et de magistrats et leur a permis de remporter une victoire. Ceux-ci ont, en effet, toujours justifié le recours à la politique du gros bâton par le développement de l'insécurité dans les grandes villes. La campagne de presse menée ces dernières semaines, liant le sentiment d'insécurité et la « recrudescence » du terrorisme, visait à contraindre la majorité à renoncer aux réformes engagées au plan des libertés.

« L'approche des problèmes de sécurité doit être globale », indique le Premier ministre pour motiver sa décision. *L'Humanité* du 9 avril renchérit : « La justice et la police doivent pouvoir disposer d'un arsenal juridique capable de combattre le banditisme, le terrorisme et la criminalité. » C'est poser le problème à l'envers.

1 L'insécurité, c'est d'abord le capitalisme et sa crise

En cette période de crise économique, de plus en plus nombreux sont ceux, en particulier chez les jeunes, qui sont poussés au désespoir, à l'illégalité et au crime par le chômage, l'absence de formation professionnelle, la crise du logement ou une urbanisation qui contraint à s'entasser dans de vastes cités inhumaines à la périphérie des grandes villes. Les statistiques pour 1980 du ministère de l'Intérieur montrent que la **petite délinquance (vols de véhicules, à la roulotte, chèques sans provisions, etc.) représente 84,05 % de la criminalité globale et est en augmentation de 12,45 % sur l'année précédente. A l'inverse, le grand banditisme (vols à main armée, rackets, proxénétisme, homicides crapuleux...) ne constituent que 1,46 % des délits. La montée de la criminalité est parallèle à l'aggravation de la crise. En dix ans, elle s'est accrue de 56,81 %.**

Particulièrement éloquentes sont les origines sociales de la masse de la population pénale. Selon une enquête réalisée entre 1977 et 1980 par le Centre national d'études et de recherches pénitentiaires, **40 % des détenus sont des ouvriers dont le niveau de qualification est le plus faible. Près de la moitié (45 %) n'ont aucun diplôme d'enseignement général et un cinquième est illettré.** Toujours d'après cette étude, dans la moitié des cas, il s'agit d'incarcérations pour des infractions banales contre des biens et 12 % seulement des détentions sont dues à des délits contre des personnes.

• La question est posée après les attermolements gouvernementaux sur la loi Peyrefitte et la reprise par la majorité d'un discours qui rappelle celui de ses prédécesseurs



Enfin, 60 % des emprisonnés le sont pour des peines de moins de trois mois.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Le problème de la délinquance est d'abord un problème politique et social secrété par le capitalisme en crise avant de relever d'une quelconque insuffisance du Code pénal. Remarquons également que les délits financiers (fraude fiscale ou douanière, évasion de capitaux, faillites frauduleuses), dont on a eu un exemple récent avec l'affaire des filiales de Paribas, ne sont pratiquement pas recensés par les statistiques officielles. Et pour cause. Leurs auteurs ne sont que rarement entraînés devant les tribunaux.

2 Le terrorisme ? Parlons-en !

Peyrefitte invoquait hier le terrorisme. Mauroy le fait à son tour. Soyons sérieux ! L'arsenal dont s'est dotée la V^e République n'a pas permis de rechercher plus activement les assassins de Curriel, Goldman, Laïd Sebaï, les plastiqueurs de la rue Copernic ou les auteurs des nombreux attentats contre des librairies progressistes. C'est ici une question de volonté politique. De même, les dispositions de Sécurité et Liberté relatives aux contrôles d'identité ne sont pas destinées à poursuivre « Carlos ».

En outre, tous les terroristes n'obéissent pas aux mêmes motivations, même si, dans les conditions actuelles, ils font le plus souvent le jeu des adversaires du combat ouvrier. Croire qu'on peut y faire face

par la seule répression est une mystification et une faute. Prenons un exemple. Lorsque les nationalistes corses mitraillent des légionnaires, on ne peut oublier que le recours à cette forme d'action a été produit par la politique de l'Etat français dans l'île. Et on ne mettra fin à la révolte de toute une population qu'en engageant des transformations radicales dans les structures économiques et politiques.

En hurlant aujourd'hui au terrorisme « révolutionnaire international » — et en omettant ainsi soigneusement de dénoncer les exactions fascistes — la réaction poursuit un but précis : obtenir du gouvernement que l'essentiel de l'effort policier soit dirigé contre les organisations corses, basques ou bretonnes, contre les militants étrangers résidant en France, contre les organisations d'extrême gauche.

3 La loi Peyrefitte: réagir aux effets pour protéger les causes

Il existe deux logiques face à la criminalité. En promulguant Sécurité et Liberté, en projetant de construire quarante nouvelles prisons, en faisant passer la population pénitentiaire de 27 000 en 1978 à 42 000 en 1980, en augmentant de 41 % l'incarcération des mineurs, le régime giscardien ne visait nullement à freiner la délinquance et le terrorisme. Car le recours à l'emprisonnement

systématique n'a aucun effet dissuasif. Les chiffres cités plus haut sont là pour le prouver.

Il s'agissait plutôt de créer un besoin d'ordre dans l'opinion en exploitant le sentiment d'insécurité, d'adapter l'arsenal juridique et les moyens répressifs à une société en pleine crise économique pour mieux protéger la domination du capital. C'est la petite délinquance — c'est-à-dire celle des catégories les plus défavorisées — qui était visée. Comme le montrent les articles principaux de Sécurité et Liberté : généralisation des flagrants délits et des contrôles d'identité, allongement du délai de garde à vue, durcissement du régime d'exécution des peines. Parallèlement, la loi Peyrefitte cherchait à prévenir les réactions collectives aux agissements patronaux, en « criminalisant » certaines formes de luttes sociales.

Pierre Mauroy avait donc parfaitement raison d'écrire en mai 1980 : « Il y a là une volonté de se prémunir contre les classes "dangereuses", les classes laborieuses. » Car la philosophie de la réaction est bien guidée, en dernière instance, par la volonté de masquer les causes profondes du développement de la criminalité.

Le malheur veut que les dirigeants socialistes et communistes entonnent maintenant un discours qui n'est pas sans rappeler celui de leurs prédécesseurs. Certes, le malaise est réel dans la population. Mais, en ne cherchant pas à faire apparaître les responsabilités de la situation présente par une vaste campagne d'explication, ils ne peuvent que chevaucher et donc développer le sentiment d'insécurité, aboutis-

sant à la même logique que le régime précédent. Ne parle-t-on pas déjà d'enterrer, avant qu'elles n'aient vu le jour, les propositions législatives visant à limiter les contrôles d'identité ?

4 Entre deux logiques, il faut choisir.

Une orientation qui réponde véritablement aux intérêts des travailleurs en la matière consisterait, en premier lieu, à s'attaquer radicalement aux racines réelles de l'insécurité, à commencer par le chômage, par une politique audacieuse de création d'emplois.

Dans l'immédiat, tout devrait être mis en œuvre pour limiter au maximum l'emprisonnement qui aggrave la désinsertion sociale de l'individu, sa marginalisation et ne limite aucunement le taux de délinquance. Dans ce cadre, l'incarcération des mineurs devrait être totalement supprimée et cette mesure accompagnée d'une politique de prévention, et de formation professionnelle. Dans les cas ultimes, où la privation de liberté se révélerait nécessaire, une série de mesures doit favoriser la réinsertion du détenu. On peut ainsi préconiser l'attribution de quotas d'emplois publics pour les sortants de prison, la suppression des incapacités professionnelles attachées aux condamnations pénales et de l'obligation de communiquer son casier judiciaire à l'employeur.

Une nouvelle logique ne peut se développer que si elle repose sur la mobilisation populaire et la vie associative au niveau local. Elles seules peuvent permettre de prendre en charge un certain nombre de comportements perturbateurs de la vie sociale, en intervenant au niveau des besoins sociaux réels : loisirs, formation, emploi, urbanisme...

Pourquoi les attermolements actuels de la majorité et ses reculs ? En fait, son attitude ne fait que refléter son orientation générale. En renonçant à s'attaquer au chômage par la réduction massive du temps de travail, en se refusant à prendre dans la poche des possédants l'argent nécessaire à la réalisation des programmes sociaux les plus urgents, le pouvoir s'est ôté tout moyen de réduire sérieusement les facteurs de criminalité. Et ce d'autant qu'une grande partie de cette jeunesse, clientèle potentielle des lois de l'ancien régime, qui avait accueilli avec enthousiasme la victoire du 10 mai, ne constate aucune modification de ses conditions de vie et se trouve un peu plus poussée au désespoir. La droite, de son côté, trouve dans une délinquance qui se maintient un de ses principaux chevaux de bataille. Les récentes élections dans la police ont montré que sa campagne n'était pas sans échos.

Le gouvernement s'est donc enfoncé dans une impasse. Il ne pourra en sortir sans faire de choix. Il s'avère, en effet, impossible dans les conditions d'un capitalisme en crise de concilier la recherche d'un consensus avec le patronat et la défense des libertés. Mais un nouveau recul sur ce dernier point ne pourrait que le discréditer aux yeux de ceux qui l'ont mandaté pour en finir avec l'héritage du passé, et ne lui attirerait pas, pour autant, les sympathies d'une droite qui ne rêve que de prendre sa revanche.

Christian Picquet